

ER
-154

Maintenant

la culture s'en va,
la culture s'en vient ...





le mouvement
national
des québécois

“Depuis plus de deux siècles, la domination linguistique est à la fois le signe flagrant et la garantie du maintien de toutes les autres formes de domination . . .”

... “La question linguistique au Québec perd toute sa signification si on l’isole des autres problèmes majeurs de la société québécoise, si on en fait une question à part. Elle est inséparable de notre volonté de libération à tous les plans: politique, économique et social. Elle est l’un des aspects essentiels, sans doute le plus significatif, de notre question nationale . . .”

*Extrait du manifeste adopté par l’assemblée générale du MNQ
lors du 28ième congrès tenu les 31 mai, 1er et 2 juin 1974.*

PER
M-154

15

AUX LECTEURS

la revue disparaît, l'équipe reste

Ce n'est pas sans gravité que je choisis un à un les mots appropriés pour présenter le 141ème et dernier numéro de la revue *Maintenant*: dès qu'un être ou une institution disparaît et passe à l'Histoire, le vocabulaire pour en parler change aussitôt de registre.

Or *Maintenant*, fondée au matin de la révolution tranquille le 1er janvier 1962 par le dominicain Henri Bradet, a tout d'abord été, dans un premier temps, nourrie de l'effervescence du Concile Vatican II et du militantisme des chrétiens de gauche. Puis, sous la direction de Vincent Harvey à partir de 1965, elle s'est peu à peu politisée au moment de la naissance du M.S.A., des remises en question du Mouvement laïc de langue française, de *Parti pris* et de la fondation du ministère de l'Éducation.

Maintenant récapitule donc assez bien en ses treize années de production, les deux étapes majeures d'évolution de la société québécoise que Michèle Lalonde (No 138) identifiait récemment comme une entreprise de *décléricalisation* suivie d'un projet de *décolonisation*.

Et cependant, tout au cours de son évolution, *Maintenant* a toujours recruté ses collaborateurs dans une famille d'esprit caractérisée davantage par la recherche de valeurs éthiques et humanistes, chrétiennes ou non, que par celles de nouvelles théories ou de nouvelles pratiques politiques. En ce sens, cette primauté accordée à des valeurs qui présupposaient accueil et tolérance des diversités a-t-elle donné à la revue, en ces dernières années, un projet d'apparence plus diffuse que celui qui marquait la grande époque de sa fondation.

Généreusement soutenue pendant sept ans par l'Ordre dominicain, puis jusqu'à ces derniers mois par M. Pierre Péladeau, *Maintenant* disparaît donc d'abord pour des raisons financières évidentes. Comme toutes les revues du même type, aussi bien au Québec et aux U.S.A. qu'en Europe, les activités de *Maintenant* tout en relevant du bénévolat, requéraient obligatoirement qu'année après année un groupe ou une personne se chargeât spontanément d'éponger ses déficits. Cette époque semble désormais révolue.

Une espèce en voie de disparition?

Trop modeste comme entreprise pour prétendre investir des énergies professionnelles dans la publicité, le recrutement de nouveaux abonnements et les services de rédaction, *Maintenant* était toutefois devenue trop considérable, avec ses 4,000 abonnés et ses ventes au kiosque pour faire l'économie d'un secrétariat et d'un service professionnel à ces mêmes abonnés; elle ne pouvait non plus, à l'instar d'un feuillet de poésie à faible tirage ou d'un pamphlet syndical, être ronéotypée sur une table de cuisine.

Victime de sa dimension inclassable sur le marché actuel des publications, *Maintenant* disparaît donc, à l'instar de certaines espèces animales éteintes, d'abord parce que le marché inflationnaire actuel constitue de moins en moins pour sa taille spécifique un milieu écologique viable.

Ce constat d'inadaptation des structures traditionnelles de la revue toutefois, n'équivaut pas à l'abandon du projet qui a jusqu'ici réuni ses collaborateurs. Ceux qui, intellectuels, militants, journalistes, hommes politiques ou théologiens ont fréquenté à un moment ou l'autre la petite maison à pignon de la Côte

Maintenant

REVUE MENSUELLE DE CULTURE
ET D'ACTUALITÉ CHRÉTIENNES
PUBLIÉE PAR LES DOMINICAINS EN
COLLABORATION AVEC D'AUTRES
CLERCS ET DES LAÏCS.

directeur administrateur:
H. M. BRADET, O.P.

comité de rédaction:
H. DALLAIRE, B. LACROIX,
G. TELLIER, o.p.
PIERRE SAUCIER, GUY ROBERT,
GUY VIAU.

1962

Maintenant

directeur-administrateur:
H.-M. BRADET, O. P.

secrétaire de rédaction:
H. DALLAIRE, O. P.
adjoint à la direction:
PAUL DOUCET, O. P.

1964

éditeurs:
PIERRE SAUCIER
ÉLÈNE PELLETIER-BAILLARGEON

Maintenant

REVUE CHRÉTIENNE D'OPINION
PUBLIÉE SOUS LA RESPONSABILITÉ
DE L'ORDRE DOMINICAIN

directeur-administrateur:
V. HARVEY, O. P.

adjoints à la direction:
PIERRE SAUCIER
ÉLÈNE PELLETIER-BAILLARGEON
PAUL DOUCET, O. P.

1965

Maintenant

directeur-administrateur :

V. HARVEY, O. P.

adjoints à la direction :

PIERRE SAUCIER
HÉLÈNE PELLETIER-BAILLARGEON
PAUL DOUCET, O. P.
JEAN PROULX, O. P.
ANDRÉ CHARBONNEAU

comité de Québec :

Claude Beauchamp, Jocelyne Dugas, Pierre Fortin, Gérard Lapointe

1966

Maintenant

directeur-administrateur :

V. HARVEY, O. P.

adjoints à la direction :

PIERRE SAUCIER
HÉLÈNE PELLETIER-BAILLARGEON
PAUL DOUCET, O. P.
ANDRÉ CHARBONNEAU
LOUIS RACINE, O. P.
YVES GOSSELIN, O. P.

1967

Maintenant

Mensuel publié par LES ÉDITIONS MAINTENANT INC.

DIRECTEUR

Vincent Harvey

ADJOINTS A LA DIRECTION

Hélène Pelletier-Baillargeon, Richard Gay

COORDONNATEUR DE LA REDACTION

Yves Gosselin

SECRETAIRE DE REDACTION

Laurent Dupont

COMITE DE REDACTION

Robert Boily, Serge Carlos, Fernand Dumont, Jacques Grand'Maison, Pierre Harvey, Jacques-Yvan Morin, Guy Rocher, Claude Saint-Laurent, Pierre Vadeboncoeur

1971

Maintenant

DIRECTRICE:

Hélène Pelletier-Baillargeon

SECRETAIRE DE REDACTION:

Laurent Dupont

COMITE DE REDACTION:

Robert Boily, Guy Bourassa, Serge Carlos, André D'Allemagne, Fernand Dumont, Laurent Dupont, Richard Gay, Jacques Grand'Maison, Michèle Lalonde, Jacques-Yvan Morin, Louis O'Neill, Hélène Pelletier-Baillargeon, Guy Rocher, Claude Saint-Laurent, Pierre Vadeboncoeur, Jean-Yves Roy

1973

Ste-Catherine savent combien ces lieux où la rencontre interdisciplinaire sait s'aménager au niveau de rapports humains simples et spontanés, font de plus en plus défaut dans notre société super organisée et spécialisée.

Aussi les membres de l'équipe actuelle de la revue continueront-ils, même en son absence, de se réunir et d'élaborer autrement des projets concrets d'écriture commune. Sans un engagement précis de leur plume sur la place publique, leurs échanges gratuits, si valorisants soient-ils en eux-mêmes, tourneraient vite en effet aux stériles complaisances de chapelle.

Privée de véhicule rédactionnel à soi, l'équipe de *Maintenant*, malgré ses quelques cheveux gris, devra donc s'adonner dorénavant à l'auto-stop, moyen de locomotion éprouvé et moderne s'il en est! Après la confortable suppléance dominicaine et celle de M. Péladeau, voilà certes une excellente cure de rajeunissement en perspective pour des intellectuels chevronnés.

Un nouveau véhicule: Le Jour

Un coup d'oeil prospectif vers 1975 nous laisse même augurer que l'attente sur le coin de la rue pourrait être d'assez brève durée. Au moment de mettre ce texte sous presse en effet, le Directeur et la Société des rédacteurs du journal *Le Jour* avaient accepté (ma foi de fort bonne grâce...) le principe d'une publication de "cahiers *Maintenant*" encartés dans leur journal selon une périodicité et des modalités de collaboration encore à préciser par les deux parties. D'ores et déjà cependant, il est acquis qu'advenant une telle entente, *Maintenant* conserverait la plus rigoureuse et la plus entière autonomie de pensée et n'aurait en aucun cas, hors l'option indépendantiste qui est déjà sienne depuis 1967, à aligner ses prises de position sur celles de l'équipe éditoriale du *Jour*.

Le dernier sondage effectué auprès de nos lecteurs et dont les résultats ont été publiés dans la revue, en juin 1973, nous a appris que 90% d'entre eux favoriseraient l'indépendance du Québec. Aussi nos scrupules de conscience devant le risque d'être "identifiés au Jour" ont-ils été de courte durée. Les indépendantistes y apprendront une fois de plus qu'ils y a place pour plusieurs familles d'esprit dans le journal qu'ils ont choisi de se donner. Quant au 10% de nos lecteurs qui nous demeureraient fidèles en dépit de leur attachement à la Confédération, nous restons convaincus qu'ils ne répugneront pas, vu leur tolérance et leur ouverture d'esprit, à nous retrouver de temps à autre dans un quotidien qu'il leur arrive sans doute de parcourir.

Devant de tels projets d'avenir, il m'est impossible, comme ex-directrice, de rejoindre la troupe des Cassandre qui verront dans la disparition de *Maintenant*, précédée de près par celle de *Québec-Presse*, des augures catastrophiques pour notre collectivité. Selon moi, les structures et les formules peuvent s'user ou se périmer, sans annoncer pour autant le deuil de notre commune espérance.

Tant qu'il y aura des hommes et des femmes libres et préoccupés de garder vivante la petite flamme brûlante de la conscience, l'espérance continuera de susciter et d'inventer des signes visibles de rassemblement. Avec Henri Bradet et Vincent Harvey, puis avec l'équipe actuelle, j'ai vécu à *Maintenant* douze années de grande plénitude spirituelle au sens le plus universel du terme. Mais tous deux étaient des vivants trop éminents pour confiner leur action à un attachement exclusif à des structures traditionnelles, si chères nous soient-elles. Sachant tous deux accueillir le changement comme un défi nécessaire, sans doute verraient-ils avec moi celui qui nous est proposé aujourd'hui comme une occasion salutaire pour l'équipe toute entière, de prendre par le long et par le large la mesure exacte d'un engagement désormais privé de tout signe extérieur de confort intellectuel.

Hélène Pelletier-Baillargeon

Aux abonnés

N.D.L.R. Comme nos lecteurs le soupçonnent bien, nous n'abandonnerions pas les affaires si elles étaient florissantes et nous nous sommes battus jusqu'à la perspective du dernier dollar pour survivre. Aussi pouvons-nous tout juste promettre aux abonnés qui nous en feraient la réclamation écrite de les dédommager "au marc la livre" lors de la fermeture de nos livres à la fin mars.

Quant à ceux qui nous feraient le don posthume des abonnements que nous n'avons pas su honorer, ils pourront nous faire parvenir leurs noms et adresses en vue d'une participation au tirage de quelques collections complètes des 141 numéros de *Maintenant* de 1962 à 1974... une véritable aubaine pour les collectionneurs...

SOMMAIRE

Maintenant
dernier numéro

décembre 1974
numéro 141

Revue mensuelle publiée par LES EDI-
TIONS MAINTENANT INC. Siège social:

775 boul. Lebeau, Montréal.

DIRECTEUR-FONDATEUR: 1962-1965

Henri Bradet

DIRECTEUR: 1965-1972

Vincent Harvey

DIRECTRICE: 1973-1974

Hélène Pelletier-Baillargeon

SECRETAIRE DE REDACTION:

Laurent Dupont

COMITE DE REDACTION:

Robert Boily, Fernand Dumont, Laurent Du-
pont, Jacques Grand'Maison, Michèle La-
londe, Louis O'Neill, Daniel Pinard, Hélène
Pelletier-Baillargeon, Jean-Yves Roy et
Pierre Vadeboncoeur.

SECRETAIRE ADMINISTRATIVE:

Madeleine Desrosiers

CONCEPTION GRAPHIQUE:

Louis Charpentier

ILLUSTRATION PAGE COUVERTURE:

Claude Poirier
et Serge Wilson

PHOTOS:

Jean-Yves Roy

IMPRESSION:

Imprimerie Montréal Offset Inc.

DISTRIBUTION:

Les Messageries Dynamiques Inc.
(514) 384-6401

Courrier de la deuxième classe

Enregistrement no 1419

La revue Maintenant est indexée dans RA-
DAR

RESIDENCE DU SECRETAIRE:

2765 Chemin de la Côte Ste-Catherine.
Montréal H3T 1B5, Qué.

(514) 739-2758

LA REVUE DISPARAÎT, L'ÉQUIPE RESTE

Une lettre d'Hélène Pelletier-Baillargeon aux lecteurs

3

La déculturation au Québec

L'âge du déracinement

Fernand Dumont

6

Le déracinement et soi

Jean-Yves Roy

9

Toutavoir et n'être rien

Jean Bouthillette

10

Sur la révolution sèche

Pierre Vadeboncoeur

12

Allons-nous vers une société de célibataires?

Jacques Grand'Maison

15

Portrait d'un colonisé sportif par lui-même

Pierre Foglia

18

Le catholicisme d'une société désarticulée

Louis Rousseau

20

Pourquoi j'ai quitté l'enseignement collégial?

Réjean Beaudoin

23

De la paroisse au shopping center

Une entrevue de Renée Rowan avec Jean-Claude Marsan

26

La déculturation à l'écran

Richard Gay

29

L'autre solitude

par Jean de Bonville

32

TABLE DE L'ANNÉE 1974

33

L'âge du déracinement

par Fernand Dumont



“Déculturation”: que faut-il entendre par cette curieuse expression choisie par l'équipe de la revue pour coiffer les articles de ce numéro de *Maintenant*? Je ne fouillerai pas dans mon arsenal sociologique. Pourtant le mot est abstrait et, à forcer le jeu des concepts, on pourrait parvenir à quelque théorie. Ce serait enlever à ce mot barbare sa valeur d'interrogation, lui donner un contenu qu'il récuse. Il ne s'agit pas d'un concept mais d'une image. Image du vide. Désignation d'une absence.

Non pas une absence de culture. Il n'y a pas d'humanité sans culture: sans des modèles collectifs de comportements,

un langage partagé, un code des significations du monde. Il arrive cependant que cette communauté des signes devienne lâche. Les modèles, le langage, le code se ramènent alors à des outils commodes pour des stratégies mais qui ne suggèrent plus des convictions partagées; l'utilité se substitue aux consensus plus complexes. Il arrive aussi que la communauté des signes se mue en un accord abstrait. Les modèles, le langage, le code se réduisent à un ensemble de règles à respecter ou à contester dans le cercle des légitimités ou des révolutions de principes. La culture ne disparaît pas, elle s'effiloche. Elle ne cesse pas de nous influencer, elle ressemble à un combat de doctrines.

Brève histoire de la déculturation

Cela résume, pour l'essentiel, l'évolution de la culture occidentale, surtout depuis un siècle: l'urbanisation et l'industrialisation avec leur destruction des enracinements traditionnels; la genèse d'un prolétariat et d'un sous-prolétariat; l'expansion de l'école et de ses programmes; l'édification d'une "industrie culturelle" avec les mass media. Phénomènes bien connus, et dont pourtant la compréhension doit être poursuivie.

Car l'étude de cette mutation historique, de cette désintégration des cultures, est contaminée par l'objet de l'analyse. Les intellectuels sont des déracinés (des *dé-culturés*). Leur statut, leur existence ne sont intelligibles que comme production du déracinement. De leur premier mouvement, les intellectuels répètent cette abstraction de la culture qui leur est antérieure. Comment seraient-ils compétents pour poser le problème de la déculturation, eux qui en profitent tout en constituant son plus éclatant symbole? Justement, pour cette raison. Parce que leur spécialisation dans la parole leur fait mieux ressentir que d'autres la distance qui sépare, de la culture, des théories inscrites dans la division sociale du travail.

Drame de l'Occident. Drame du Québec aussi. Il a été vécu ici au cours des transformations rapides de ces dernières années d'une manière si heurtée qu'il pouvait bien susciter mieux qu'ailleurs des questions radicales. De ce point de vue, le Québec est un emplacement privilégié pour réfléchir aux problèmes de l'homme occidental.

La religion d'antan est disparue, au cours du déclin de la pratique religieuse et dans les imageries des gens qui vont encore à la messe. La pauvreté (la pureté, disent certains) de notre symbolique religieuse est aussi facile à observer à l'intérieur des églises que dans les brasseries. Temps du procès, de la critique, du nettoyage. Les théologiens traquent jusque dans leurs derniers recoins les poussières de religion qui pourraient ternir le pur miroir de la foi. M. Péladeau et son équipe travaillent avec autant d'ardeur à démystifier la morale, à dépouiller de leur mystère les femmes que certains d'entre nous devètent encore avec précaution et ferveur. Essoufflée, madame Blancheville poursuit son oeuvre. Mystérieuses convergences: au même moment, M. Bourassa pourchasse les drapeaux, prêche la rationalité de l'économie; et les théoriciens de gauche nous parlent de travailleurs qui ressemblent aux anges du catéchisme.

La révolution tranquille a voulu d'un coup effacer la mémoire, la culture d'un peuple, ou en fabriquer une autre de toute pièce. Elle a surtout instauré des bureaucraties, des budgets, des théories. Le reste sert à de décoratifs débats culturels. Défenseurs de coutumes mortes ou de préjugés qui donnent les privilèges. Potineux du progrès, comme M. Bourassa. Survivants du nationalisme ancestral. Intellectuels de récente provenance. Radicaux qui ont transféré l'autorité du pape ou de saint Thomas à Mao ou à Marx. La révolution tranquille n'a-t-elle été qu'une transposition de paradis?

Rappelons-nous les théories de l'urbanisation et de l'industrialisation du Québec où M. Trudeau, dans la longue introduction à la *Grève de l'amiante*, se colletait avec Mgr Gauthier, l'École sociale populaire et autres précurseurs du parti libéral. Vue de Westmount, la colonisation du Lac St-Jean ou du nord de Montréal devenait évidemment une erreur de curés qui n'avaient point étudié à Oxford. De même que Pamphile LeMay est un imbécile pour n'importe quel critique marxiste qui a fait séjour à Paris et qui tire sa subsistance de l'université. A la fin, quelle est la différence entre Mgr Courchesne, M. Trudeau et tel disciple d'Althusser? Ce sont tous des maîtres d'écoles, des amateurs de doctrines.

J'ai lu pas mal de livres. Ce que j'ai appris de plus suggestif sur l'urbanisation et l'industrialisation du Québec, je le tiens des souvenirs de ma mère. En 1914, le grand-père déci-

dait d'émigrer à Montmorency après avoir tenté de s'établir aux Etats-Unis. La femme, les enfants sont venus de leur côté; le père et ses fils ont fait le voyage en goélette avec les animaux. Employés à l'usine, ils ont continué à élever les vaches, les cochons, la volaille juste en face de l'Hôtel de Ville. Prolétaires des filatures, ils avaient gardé la culture de la campagne. Plus tard, la tribu a reconstitué les anciens rites. Un oncle avait un peu d'espace derrière sa maison; on a décidé d'y engraisser des porcs. De sorte que j'ai quelque souvenir d'enfance de la boucherie traditionnelle, dans un logement ouvrier, juste avant les ripailles de Noël. Ces prolétaires, de récente extraction rurale, avaient conservé leur quant à soi. Le boss, toléré de loin, n'avait pas encore entamé la culture. Au Jour de l'An, on causait de l'usine comme les anciens évoquaient leurs champs. Etaient-ils *aliénés*, au sens où en parlent les démystificateurs d'aujourd'hui? J'en doute. Ils mettaient en cause les sermons du curé; ils ne confondaient pas le cardinal Villeneuve avec Jésus-Christ. Et quand ils ont fait grève en 1937, ils n'ont pas consulté M. Montpetit ou le *Nouvel Observateur*. Ce fut, à ce qu'il paraît, un grand moment dans la conquête du syndicalisme.

Le grand ménage

De mon village est parti bien du monde, grâce à l'instruction et à la mobilité sociale. Une nouvelle municipalité s'est créée juste à côté, à même les broussailles où, de mon temps, les élèves des frères s'égarèrent dans leurs jeux. A l'écart de Montmorency se développe une cité modèle où le centre sportif est remarquablement aménagé, les pelouses florissantes, les associations vivantes. Adieu vaches, cochons, couvées. Pendant ce temps, mon village dépérit. Les gens instruits, rassemblés dans une même cité voisine, l'ont oublié au profit du progrès. Il paraît qu'ils sont opposés au regroupement municipal... Montée des uns, descente des autres. Enfin nous voilà délivrés de l'*agriculturisme*. Soulagement pour les professeurs.

La culture n'étant plus dans les villages, elle s'est retrouvée à l'école. Le s'"éduquant" a remplacé l'élève des frères. Il prend l'autobus, chaque matin, pour aller dans la grande maison des spécialistes. Le soir, il ne comprend plus rien à ce que disent ses parents, mais c'est le prix à payer pour la culture. Déjà, de notre temps, revenant du catéchisme, nous ne saisissons pas toujours le folklore de nos familles. Du moins, dans cette préhistoire, les frères nous fournissaient à peu près les outils pour écrire quelque dissertation sur la première neige ou l'Immaculée-Conception; nous avons pu transposer par la suite à d'autres thèmes. Aujourd'hui, le s'"éduquant" fait de la recherche en apprenant l'orthographe. Il descend de l'autobus en réclamant de la documentation.

Pour parler de culture, dans le contexte où nous sommes, on serait tenté de procéder à un montage, à un *collage* comme nous l'ont appris les surréalistes.

Les femmes se libèrent; elles font garder leurs enfants par d'autres femmes, de la basse-ville. Les pompiers et les policiers ont appris à proclamer qu'"il faut continuer le combat"; les pauvres vont éteindre eux-mêmes les incendies. Le syndicalisme recrute chez les professeurs; ceux-ci fabriquent, en retour, des pancartes et des théories pour les ouvriers du textile ou de Seven-Up. Nos enfants dorment sur leurs livres, les militants baillent sur les manifestes, les théologiens se muent en religiologues. Libérés du catéchisme, nos fils font des exposés sur la religion des Aztèques ou des Indous. M. Bourassa expédie un sapin à Paris pendant que l'un de mes oncles prépare son voyage en Floride pour janvier. Le ministre des affaires sociales se réjouit que la dénatalité contribue à compenser pour les 100,000 emplois difficiles à trouver. Dans des milliers de villages, on ne fait plus de colonisation ni de folklore: il suffit d'aller au bureau de poste chercher son chèque d'assistance sociale. La recherche se développe: elle porte sur la pauvreté, la solitude

L'âge du déracinement

des vieux, les drop-out, les enfants exceptionnels, la participation politique, les schizophrènes...

On me voit venir.

La *déculturnation* m'est un prétexte pour dévider ma rancœur. C'est vrai. Je refuse, et je le dis à qui veut l'entendre, de continuer de fuir en avant. Quand il m'arrive de regarder mon village par la fenêtre de la maison paternelle, je me surprend à murmurer: "On vous a menti. Cette révolution tranquille n'a pas été la vôtre. Les conventions abstraites, la mobilité sociale que les classes moyennes confondent avec le changement des modes, l'école qui s'est substituée à des connaissances plus concrètes, tout cela c'était largement de la foutaise. Nous avons fait des messieurs avec certains fils de prolétaires et des sous-prolétaires avec les autres. Nous avons quitté l'ancienne culture; nous n'en avons pas édifié une nouvelle..."

J'avoue aussi qu'il y a, dans tout cela, de la nostalgie. Et, ce disant, je ne suis pas intimidé le moins du monde par le sourire de M. le ministre des Affaires culturelles pas plus que par celui des techniciens marxistes du pouvoir. Je reconnais simplement, chez moi et chez les autres, que la culture est devenue un souvenir: c'est-à-dire un repère quelque peu concret pour en parler.

Que chante donc Vigneault, sinon un monde disparu? Les bateaux qui ne partent plus, le facteur qui courait jusqu'à Blanc-Sablon... Et Léveillé, Butler, Dor, tant d'autres? Quel sens peut avoir pour nous ce recours à un monde qui n'est plus le nôtre? Nous sentons bien que ce passé à valeur d'avenir, que de le reporter en avant suscite d'autres images que celles, toutes plates, d'un progrès suivant la logique de la révolution tranquille.

De la nostalgie à la mémoire

Pour autant, allons-nous revenir en arrière, noyer les défis de l'avenir dans la récapitulation du passé?

Que l'on ne vienne pas me raconter que cette question est oiseuse et que, toutes amarres rompues, il nous faut foncer en avant. Je ne vois rien autour de moi qui nous invite au voyage au pays d'Icarie. Sauf la publicité d'Air-Canada et de quelques autres qui exploitent les rêveries de nos hivers. Depuis que nous ne croyons plus au progrès assuré par le capitalisme, chanté par les entrepreneurs de la Baie-James ou par le grammophone de M. Bourassa, nous regardons tour à tour en avant et en arrière. La culture se déroband à nos prises, nous oscillons entre le passé et l'avenir. Nous ne serons pas de sitôt sur la terre ferme. Autant en prendre son parti. Au risque d'être bigle ou éjarré, on ne choisit pas son moment historique.

Au cas où on se tromperait sur mes propres motifs, je tiens à déclarer que je n'ai nulle envie de faire boucherie dans ma cuisine, de m'inscrire aux services de main-d'oeuvre pour un poste de facteur sur la Côte-Nord, de réécrire les *Rapallages* du chanoine Groulx. A l'heure des multinationales, l'heure des vaches ou de l'Angelus ne tintent pas très fort, même en trichant sur les horloges. Je n'admets pas pour autant que *Le nouveau samedi* ou *Les orgies de Frankestein* représentent à eux seuls l'"heure normale"...

Quand je suis tenté de vérifier l'heure, je me redis plus simplement que la culture ne se fait pas à partir du vide. Puisqu'elle est le travail collectif grâce auquel les hommes tissent leurs liens communs avec le monde. Elle ne peut donc être une utopie de rêveurs solitaires ni la production des industries culturelles capitalistes ou soviétiques. Nous vien-

drait-elle de la Chine? La question chinoise reste ouverte. En tout cas, on y discute fort de Confucius (551-479 avant Jésus-Christ). Ce combat avec les morts remet du piquant dans le marxisme. Mais, à tout bien considérer, je laisse les Chinois se débrouiller avec leurs défunts. Le mieux est d'affronter nos propres souvenirs.

J'admets que, faute d'un Confucius québécois, ce serait difficile de créer un vaste débat autour de Mgr Paquet... Reste que, pour la Chine comme pour nous, la question est de savoir si nous parviendrons à démêler la nostalgie d'avec la mémoire.

A défaut de culture, la signification de l'existence se cherche surtout dans la vie privée. Pour une large part, il est fatal qu'il en soit ainsi. Une nouvelle culture s'alimentera d'abord à l'expérience tâtonnante de chacun, et non pas aux gros systèmes abstraits qui s'engraissent du fumier des cultures mortes.

Pourtant, le salut des individus, des amours et des amitiés exige un univers plus vaste, des rencontres plus larges. Faut-il abandonner au "monstre froid" dont parlait Nietzsche les mécanismes complexes qui mènent le monde du dehors de nos ferveurs intimes? Pouvons-nous laisser à des pouvoirs, sans légitimité depuis que n'existe plus de culture un peu unanime, le soin de faire du travail un enfer cybernétique et de la politique un repaire de cyniques?

La vie privée est désormais un privilège. Un produit de la croissance économique. Peu importe si y poussent, comme fruits d'arrière-saison, la généralisation des bourses pour les enfants de la bourgeoisie en mal de complexe d'Oedipe, l'année mondiale pour la femme ou le magazine *Elle et lui*... Aux pouvoirs d'argent succèdent les pouvoirs de culture. Pas plus que les puissances économiques, les nouveaux pouvoirs culturels ne laissent entrevoir qu'ils se veulent partagés.

A cela, le dialogue et même la psychanalyse ne pourront parler. La culture est politique. Non pas parce qu'il faut ajouter des systèmes à nos amours: parce que la quête de soi n'est pas dissociable de la quête commune des hommes. S'il ne faut pas se lamenter sur les cultures mortes, ne point fouiller désespérément dans nos souvenirs pour y découvrir un projet, comment se garder de jeter sur l'avenir un regard abstrait, de prolonger en pointillé un projet de culture qui ne serait que les fleurs en pots de la bourgeoisie récemment émancipée?

Voilà à quoi je songe lorsque je regarde par la fenêtre de la maison paternelle.

Je pense à la *déculturnation*, si l'on veut. La parenté ne me pardonnerait pas d'ignorer les mots compliqués. Je ne veux pas tromper cette attente. Je fais résolument métier d'abstraction. Je défends les concepts contre les puissances qui les conjugaient et les entremêlent encore avec l'argent pour opprimer les gens de ma lignée. Je ne ferai pas accroire aux pauvres que je suis illettré. Je garde le territoire de la théorie. Comment le garder pour eux, plutôt que pour les propagandes de gauche ou de droite? Comment leur rendre à la fin ce patrimoine?

Ces questions ne sont peut-être pas si naïves. Après tout, pourquoi arrêter la croissance, comme nous le proposent les savants économistes du Club de Rome, sinon pour laisser pousser la germination des cultures? Pour écouter ce que Ti-Cul Lachance, qui fait écrire ses lettres par Vigneault, ou mon plus modeste voisin Pit Lafrance se retiennent de dire depuis un siècle? A partir de cette mémoire-là, on entreverrait peut-être plus concrètement, et plus impatientement, un autre avenir... ●

le déracinement et soi

par Jean-Yves Roy



Il me semble que c'est hier que l'incident s'est déroulé. Pourtant, il y a bien de cela huit ans. J'étais jeune interne. J'entreprenais un stage en obstétrique. Il s'agissait d'un de mes premiers contacts avec cette réalité qu'on appelle la clinique.

L'autre personne était jeune également, aux alentours de la vingtaine; j'étais à peine plus âgé qu'elle. Elle venait d'accoucher. J'avais assisté à cet accouchement, un des premiers que j'aie vus. Et elle voulait savoir comment on tient un enfant dans ses bras. J'ai balbutié quelques phrases un peu vagues sur la rectitude de la colonne vertébrale, j'ai dû la rassurer à propos de la soi-disant fragilité d'un nouveau-né. Et je suis reparti, un peu confus, vers la salle de garde, ne sachant trop si je devais m'éveiller ou m'inquiéter de cet enfantement.

A l'époque, je ne pouvais pas vraiment saisir toutes les implications de cet incident dont l'aspect aberrant me frappe aujourd'hui: je savais seulement que je m'y sentais étrangement mal à l'aise. Visiblement, cette femme cherchait à se rassurer face à la maternité qu'elle devait assumer. Le contact avec l'enfant représentait pour elle une difficulté; or j'étais là, le stéthoscope et la blouse blanche que je portais me conférant à ses yeux une compétence absolue: je devais avoir réponse à toutes ses questions.

Autrefois, j'imagine, c'est à sa mère ou à sa tante Berthe que cette femme aurait fait appel en pareilles circonstances. Et tante Berthe, en causant, l'aurait tranquillement rassurée, lui racontant mille et une aventures; tante Berthe l'aurait prise par le cou, peut-être, et se serait adressée à elle, certainement dans une relation affective qui aurait montré à la jeune mère, bien mieux que tous nos beaux discours savants, qu'il n'y a pas lieu d'être désemparé devant la relation charnelle avec l'enfant.

Mais ce n'était pas tante Berthe: c'était moi. Et je n'avais guère à offrir que des mots empruntés à la science. A un moment où cette femme n'avait que faire de la science objective.

Depuis la fin de la dernière guerre, le réseau familial s'est extrêmement rétréci. Désormais, on ne vit plus qu'à deux ou trois dans un petit appartement. Maintenant, il sied de se passer de sa mère le plus tôt possible, de n'avoir plus recours jamais à la tante Berthe d'autrefois. Or, à mesure que la famille se réduit, à mesure que ce réseau humain se désa-

grège, se multiplient les professions de la santé, s'accroît le nombre de spécialités qui cherchent à venir en aide aux citoyens. Tante Berthe est remplacée par des conseillers matrimoniaux, des sexologues, orthophonistes, orthopédagogues, spécialistes de la rééducation, ergothérapeutes, psychothérapeutes de toutes espèces, etc... L'ancien réseau à caractère humain a cédé la place à un immense appareil scientifico-technocratique qui s'accroît démesurément en voulant colmater les brèches du système dans lequel on vit.

Il est malaisé de tenir des propos de ce genre sans risquer de sombrer dans une attitude nostalgique suivant laquelle le passé est en avance sur le présent. Mais l'on ne peut éviter de constater que l'homme moderne est, dans une très grande mesure, victime de déracinement. Il a désappris à se relier à lui-même, à croire à ses intuitions profondes, à puiser aux sources de l'humain: il est à la merci d'un savoir qui, par définition, lui échappe.

Dans le cadre de l'émission "La science et vous", Fernand Séguin a interviewé, l'été dernier, plusieurs pêcheurs et agriculteurs de la province. Il voulait connaître la part de science réelle que la tradition et la culture avaient transmise à ces gens. Or il a eu grand mal à recueillir des informations dans ce sens. Les Madelinots, par exemple, se contentaient de lui répondre qu'ils ignoraient tout des prévisions météorologiques et qu'ils se fiaient uniquement à Dorval en cette matière. De même, les agriculteurs ne jurent plus, en termes de connaissances, que par les autorités en agronomie, qu'elles soient de l'Université ou du Ministère. Comme s'ils avaient perdu confiance en un certain savoir ancestral, comme s'ils avaient accepté comme inévitable cette coupure avec leurs racines culturelles.

Pour moi, la déculturation, c'est d'abord cette dépossession de son langage-à-soi au profit d'un langage d'ailleurs. C'est l'impératif scientifique qui paralyse la dynamique culturelle, les psychothérapies officielles qui délogent les possibilités humaines d'entraide spontanée. Pour moi, la déculturation, ce n'est pas seulement l'envahissement de l'anglais, c'est l'avènement d'une autre langue pour parler des choses que l'on savait déjà. Pour moi, la déculturation, c'est le nombre des fascines qui passe de douze à une à l'Ile aux Coudres. C'est le nombre des psychothérapeutes qui atteint presque le million aux Etats-Unis. La déculturation, c'est quand on invente la psychothérapie familiale parce que la famille est remise en question, et c'est la mise en place d'une école déhumanisée quand la notion d'éducation n'a plus de sens.

Dans ce contexte, la disparition des cours obligatoires d'histoire aux niveaux secondaire et collégial n'a rien de surprenant: le passé ne constitue plus une valeur de référence, se souvenir d'hier correspond à un romantisme de mauvais aloi. La culture et l'histoire sont des valeurs périmées.

A titre d'exemple, on pourrait souligner l'importance qu'a récemment acquise, dans les métiers relatifs à la relation d'aide, la notion du "here and now". En effet, cette philosophie du "ici et maintenant" cherche à dégager l'intervention du thérapeute des aspects historiques de la vie dramatique du sujet, pour la ramener au contexte actuel et circonstanciel de la relation d'aide. C'est-à-dire que ce qui se déroule ici et maintenant dans la relation d'aide a une valeur significative déterminante pour le sujet, même si l'on n'appréhendait pas nécessairement l'analyse de l'événement dramatique du sujet, jusque dans sa genèse la plus lointaine. Cependant, en pratique, les thérapeutes et les éducateurs qui adhèrent à cette idée du "here and now" finissent quasi toujours par aborder la racine historique du drame.

Je me souviens, dans la même ligne, d'avoir critiqué autrefois les théories de Masters et Johnson sur le traitement des difficultés sexuelles de nos contemporains. Ma critique s'en prenait au fait que leurs interventions ne portaient que sur la dimension sexuelle du sujet, alors que les difficultés sexuelles s'inscrivent, la plupart du temps, dans un contexte de perturbation plus globale. C'est-à-dire que la frigidité, par exemple, signale une certaine fermeture à l'autre qui déborde la seule sphère sexuelle. C'est souvent la qualité de l'amour qui est en cause, le sens qu'ont pris, pour une personne donnée, ses relations à l'autre sexe, etc... Aujourd'hui, j'ai envie de nuancer mes premières critiques. Il faut se demander, en effet, jusqu'où la relation d'aide doit aller. Dans une certaine logique, on peut penser que la thérapie qui efface le symptôme s'acquitte honorablement de sa tâche et que la question du sens et du goût de la vie, celle de la valeur des relations interpersonnelles appartient à la société, aux réseaux de vie interpersonnelle auquel l'individu se rattache, et, finalement, à l'individu lui-même dans sa relation avec l'Absolu.

Or, c'est là justement que l'on touche au cercle vicieux: les réseaux de vie se sont effrités en cours de route. Une fois le symptôme effacé, l'individu se retrouve seul face à une société qui est loin d'avoir résolu la question du sens de la vie et de la relation à l'autre. L'individu se retrouve seul face à une société dénuée de sens.

D'où une double interrogation: est-ce que l'on doit multiplier à l'infini les techniques et les réseaux de relation d'aide? ou n'y a-t-il pas lieu plutôt de s'inquiéter sérieusement—pour la transformer—d'une collectivité grotesque et de plus en plus monstrueuse où perdent courage les individus?

Dans la réalité, on semble avoir opté pour la première solution. Les vieux n'ont plus de sens dans notre civilisation: donnons-leur des services adéquats, des professionnels bien dressés qui répondront à leurs besoins à notre place. Les handicapés n'ont pas de valeur signifiante dans le monde de la production: laissons certains spécialistes de la rééducation s'en occuper pendant que nous dormons la conscience tranquille. L'émotion n'a pas sa place dans l'univers de l'efficacité où nous vivons: laissons les gens trop affectifs vivre leurs émotions — tristesse, colère, ou autre — en thérapie pendant que le monde des gens efficaces continue de tourner rond.

Dans l'idéal, il faut souhaiter que ce mouvement se renverse, que nous arrivions à trouver, à l'intérieur des valeurs contemporaines, des manières d'être qui puisent aux sources de l'humain. Car une chose est certaine: on aura beau envoyer les enfants exceptionnels aux éducateurs les plus doués, on aura beau héberger les vieillards dans les sites les plus privilégiés, leur prodiguer les meilleurs soins qu'on puisse imaginer, on aura beau inventer mille et une formes de thérapies, aucune de ces interventions spécialisées ne pourra jamais aimer à notre place les citoyens qui souffrent. On ne peut se satisfaire d'aimer et d'être aimé par interventions interposées.

La déculturation, c'est peut-être ce qui arrive quand on se retrouve avec des structures fonctionnelles à la place des réseaux mystérieux et familiers de relations humaines.

Mais je me refuse au passéisme, même si j'en éprouve la tentation. Ici et là, des tentatives s'amorcent dans le but de redéfinir le vivre-ensemble. Certaines valeurs émergent, peu à peu, tel ce socialisme d'ici que l'on semble vouloir essayer de formuler à notre image. Toutefois il faut savoir le reconnaître: les anciens réseaux relationnels étaient souvent plus qu'étouffants. Il ne peut être question de revenir en arrière. Mais il y a sans doute lieu, dans les formules que nous inventerions, de tenir compte de nos besoins humains dont le souci paraît présentement faire si impitoyablement défaut! ●

tout avoir

par Jean Bouthillette

La déculturation? Pour savoir exactement ce que c'est, j'ai cherché dans le grand Robert. Le mot n'y est pas. Les Français auraient-ils décolonisé en fermant pudiquement les yeux? Selon l'ordre alphabétique, le mot déculturation, ou le verbe déculturer, aurait dû venir juste après "déculotter". Simple extension de sens...

A défaut d'aide extérieure, et "officielle", essayons de cerner le mot et la chose. On y voit d'abord le "de" privatif, suivi du mot culture. Déculturer serait donc priver quelqu'un, ou un peuple, de sa culture.

Or, au Québec, personne ne nous a jamais privés de notre culture. L'Acte de Québec (1774) faisait même de ce pays, si on en croit M. François-Albert Angers, un pays français. La tutelle britannique ne changeait rien à la chose. Cette culture française, on nous l'a assurée davantage encore dans la Constitution de 1867 par la reconnaissance de notre langue et l'octroi de pouvoirs politiques autonomes.

Il y a donc une permanence objective de notre culture à travers toute notre histoire.

Alors comment peut-on parler de déculturation?

Car il y a déculturation.

La réponse est paradoxale en apparence: on ne nous a pas déculturés; nous nous sommes déculturés nous-mêmes. C'est-à-dire que nous avons été mis en situation de nous déculturer.

La notion de déculturation est donc insaisissable en dehors de la notion de dépersonnalisation collective, c'est-à-dire de perte d'identité, qui elle est indissociable d'un contexte colonial.

La Constitution de 1867, par le regard abstrait qu'elle pose sur les Canadiens, a créé de fait un dualisme mortel, soit la scission entre l'identité nationale et la culture. Un Canadien, ce n'est plus moi, c'est un citoyen anonyme, sans visage. Et ma culture, au Québec, devient une particularité accidentelle de cette identité abstraite. En 1867, on a assuré juridiquement notre culture au Québec, mais en la dissociant de notre identité nationale. Nous n'étions plus d'abord un peuple, soit un tout et une unité, mais des individus canadiens. Dépouillés de notre identité concrète, nous sommes devenus une culture en l'air, sans assise, un feuillage sans racines qui a mis peu de temps à s'étioler. Le contenu a été privé de sa forme. Quand on brise une bouteille, le lait se répand. L'identité canadienne s'est vidée de notre présence.

Nous reconnaissant de moins en moins dans cette identité canadienne qui nous imposait de plus en plus l'image toute-puissante de l'Autre, nous avons perdu notre image. Nous sommes devenus un peuple sans visage. Notre déculturation n'est donc pas d'abord la perte d'un avoir, mais la perte de notre être même. Notre déculturation, fondamentalement, est une dépossession nationale.

A cette profondeur, la déculturation est un vide au centre même de notre être collectif, un trou par lequel s'est écoulée notre mémoire historique. La déculturation se manifeste par une amnésie. Nous n'avons pas perdu la mémoire exté-

et n'être rien

rière, la mémoire des choses familières: nous avons perdu notre mémoire intérieure, c'est-à-dire la mémoire de nous-mêmes, cette mémoire qui unit un être à lui-même sans besoin pour lui de se référer à des repères extérieurs. Il y a donc rupture en nous entre nos origines et ce que nous sommes devenus. Nous ne savons pas où nous en sommes parce que nous avons perdu le sens de notre orientation comme peuple. Un peuple dépersonnalisé est un peuple déboussolé.

Notre déculturation est donc la conséquence ultime de la perte de notre assise nationale. La nation québécoise a été mise au monde en 1760, brutalement, par la Conquête: il nous fallait désormais, puisque le cordon ombilical était coupé, être ou disparaître. La conscience de notre être distinct a été forte et assurée jusqu'à la rébellion de 1837-38. Cette défaite, sanctionnée plus tard par la Confédération qui faisait de nous un peuple sans visage, a scellé définitivement en nous la Conquête de 1760.

Nous avons alors commencé à disparaître au sein même de notre être, c'est-à-dire à nous perdre de vue, comme un lent évanouissement. Notre regard n'est plus au foyer, tout est flou, au dedans comme au dehors. Nous sommes devenus étrangers à nous-mêmes.

Que devient une culture ainsi arrachée du terreau national? Elle se perpétue comme avoir, mais en se folklorisant. Nous échappes du coup tout le champ de la création parce que la vie de tous les jours nous échappe, parce que l'économie nous échappe, parce que le gouvernement de nos affaires nous échappe. N'ayant plus de prise sur le réel, déclassée face au système de valeurs de l'Autre, notre culture s'est figée en valeurs-refuges, grâce auxquelles d'ailleurs nous ne sommes pas disparus.

C'est ainsi que, dans ce merveilleux fédéralisme canadien, nous avons tout et ne sommes rien.

Il n'est donc pas paradoxal d'affirmer que, même déculturé, nous avons toujours été proches de nos sources (au sens d'un avoir), même si ce fut souvent, au cours des 100 dernières années, pour les renier ou en avoir honte. C'est pourquoi, dans les années 60, quand a commencé de se répandre l'idée d'indépendance nationale, nous avons eu l'impression de sortir d'un long engourdissement hivernal et d'ouvrir des yeux neufs sur nos vieilles choses. Tout s'est mis soudain à prendre un sens.

Que s'est-il donc passé? Tout simplement ceci que, nous donnant une identité nationale, nous avons récupéré notre avoir en recouvrant notre être. Notre culture se remettait en marche. Ce fut la boulimie de la réappropriation du pays concret, commencée très tôt par nos poètes et reprise par nos chansonniers, nos romanciers, nos dramaturges, aujourd'hui nos artisans. Le projet d'indépendance nationale nous réconciliait donc avec nous-mêmes, recréait notre unité, nous redonnait notre forme perdue. Nous retrouvions la mémoire intérieure et le sens de notre orientation comme peuple. Nous redevenions une continuité historique. Nous définissant comme Québécois, nous avons reconnu notre sol et y avons planté nos racines profondément. Alors, dans une formidable explosion de créativité dans tous les domaines, a

jailli un feuillage de plus en plus touffu, non plus en contradiction avec ses racines mais issu d'elles. Nous nous reculturons—et jamais plus nous ne nous perdrons de vue.

Mais cet arbre que nous sommes en train de devenir peut encore être étouffé, ou abattu. Nous abordons ici l'ultime paradoxe sur lequel repose l'ultime combat de la vie et de la mort de notre peuple.

Parce qu'elle se reconnaît et s'affiche comme nationale, la nouvelle culture québécoise (par opposition à la vieille culture canadienne-française) est devenue subversive: elle se fait contre le pouvoir, qui en a peur. En effet, le vieil homme canadien-français n'est pas encore mort en nous; tous les apprivoiseurs de servitude n'ont pas rendu les armes. Il y a un dernier obstacle à la croissance de l'arbre québécois.

Qui sont et d'où viennent ces ennemis acharnés de notre québécoisement? Si la déculturation, dans un premier temps, s'est faite à notre insu, dans un second temps elle a été - et est toujours - une volonté.

Tel est le lot du colonisé que soumis trop longtemps au puissant système de valeurs de l'Autre, il en vient à se renier. Ce refus de soi, issu de la dépersonnalisation, s'est rationalisé avec la génération d'après-guerre, c'est-à-dire qu'il s'affiche comme la Raison canadienne-française enfin conquise sur les ruines de notre vieux nationalisme traditionnel. En enterrant joyeusement le nationalisme, disait André Laurendeau, la génération de 1950 a enterré allégrement la nation. Mais cette apparente Raison retrouvée cachait en réalité un formidable retournement d'âme, une vaste et savante opération à froid de déracinement de la sensibilité québécoise. L'antinationalisme viscéral a produit toute une génération d'affranchis, éminemment cultivés mais dont la culture, devenue tour d'ivoire, expulsait toute référence québécoise. Désolidarisés de leur collectivité et s'accrochant à l'image du Canadien sans visage, ils ont commencé de construire, au Québec, l'homme abstrait, l'homme universel, l'homme sans racines, sans distinction, l'homme sans spécificité nationale. Un monde enfin nivelé et semblable, pour des hommes sans appartenance.

Or ce sont ces affranchis de l'école de Cité libre et leurs épigones—formés très souvent à l'anglaise et à l'américaine—qui sont aujourd'hui au pouvoir à Ottawa comme à Québec. Leur volonté, non plus inconsciente mais aujourd'hui politique, est manifeste: tuer dans l'oeuf, chez l'homme québécois, toute conscience nationale. Pour ce faire, ils n'auront de cesse que nous n'ayons plus ni racines ni mémoire. Ce n'est pas un hasard si on n'enseigne plus l'histoire "nationale" dans nos écoles. A Ottawa, où l'on nie jusqu'à notre existence, comme à sa succursale de Québec, où l'on met un tel empressement à nous bilinguïser, il n'y a qu'une seule et même volonté têtue: empêcher le Québec d'être québécois, donc les Québécois d'être eux-mêmes.

Je dis que ces hommes au pouvoir sont dangereux. Ces nôtres qui ont perdu leur âme s'acharnent à ce que tout un peuple avec eux la perde. Ils nous humilient.

Mais, à long terme, je parie pour l'arbre québécois contre la hache outaouaise. Son écorce a durci depuis 15 ans... ●

sur la révolution sèche

par Pierre Vadeboncoeur

J'ai toujours spontanément rejeté les esprits systématiques, la rigidité de la pensée et les systèmes eux-mêmes. Je ne me suis jamais laissé emprisonner dans ces prisons-là. Elles m'ont parfois passagèrement séduit, mais il me paraissait toujours y avoir un terrible piège dans chacune, l'une d'elles, comme le surréalisme philosophique des années 40, ici, nous proposât-elle une échappée vertigineuse dans un gouffre de liberté. Un piège. Une déraison. Un mirage. Une prison véritable sous les apparences d'un espace. Surtout, comme toujours dans ces vérités au fond étroites et exclusives, un sacrifice insensé de réalité. Aucune réserve. Aucun doute ni recours. Une logique de chemin de fer, sur les rails d'une seule idée.

J'ai écarté ainsi successivement plusieurs dogmatiques: le communisme de 1950; la doctrine politique toute formelle de Pierre Trudeau, esprit logicien et rigide quoiqu'il n'y parût pas; la systématique de Parti pris; et enfin, plus récemment, non seulement certaines idées tyranniques d'un jour, idées libertaires, quoique très dogmatiques, qui passent comme des météorites en se donnant des allures d'étoiles et qui prétendent exprimer dans la brièveté sommaire de leur message un humanisme dont elles n'ont jamais captivé qu'un détail, — non seulement ces courtes idées-là, dont il est facile de régler le compte, mais surtout une pensée linéaire, impérieuse, guerrière, intolérante et fermée sur elle-même, qu'on nous dit être un produit du marxisme-léninisme et qui en est peut-être un.

Les idéologies inflexibles sont en leur fond les plus aléatoires, ce qui paraîtrait paradoxal, si ce n'était que les aléas où elles conduisent sont comme des droites, d'où il n'y a pas de retour. On n'en revient jamais vers une vérité plus riche et plus complexe, plus humaine, plus faillible en un sens, mais plus humble et collant mieux à notre humble matière. Elles sont à mes yeux comme des évangiles manqués. Ce qu'elles comportent d'aberration n'a pas de terme. Leur testament est absolu, comme celui de la folie.

Or, c'est aujourd'hui l'époque de ces fois suicidaires. L'âge classique, éclectique et balancé, était mieux averti. Il savait mieux se reprendre et mieux répartir diversement les risques. C'est que sa connaissance de l'homme était ancienne et pleine d'expérience.

Je viens de faire un certain détour, dans lequel je poursuivrais si le cadre limité d'un article ne m'obligeait à circonscrire davantage mon propos. Il s'agit ici de voir ce qui se passe pour qu'un certain nombre de gens, assez marginaux d'ailleurs en importance, enferment comme ils le font la pensée et la parole politiques dans une sorte de repaire où justement presque personne ne circule. Je parle d'une certaine partie de la gauche. Il s'agit d'apercevoir comment, au Québec, idéologie et culture souvent ne communiquent pas.

L'idéologie joue parfois un curieux rôle, chez nous, en effet: elle retient la pensée politique prisonnière. Elle la tient à bonne distance de la compréhension commune, d'abord par le vocabulaire, ce qui est évident, un vocabulaire spécial, abstrait, sec, rébarbatif et entièrement emprunté. Elle se barricade avec lui pour des échanges d'initiés, où la pensée politique s'enferme vraiment, par manque d'échanges avec le milieu culturel réel, où celle-ci puiserait force, diversité, images, nourriture et idées autochtones. On ne trouve pas tout à fait ces aliments-là dans les évangiles révolutionnaires. Dans une manifestation, j'ai vu des maoïstes tout peints de rouge réciter en chœur des psaumes de Mao. Ils auraient prié le Bouddha en bengali que la communication politique avec la foule eût été à peu près aussi nulle.

Mais la pensée continue d'imiter l'exemple du vocabulaire, même lorsque ce vocabulaire n'y est plus après avoir été abandonné parce que trop hermétique. La réflexion, dans le royaume de l'abstraction révolutionnaire, peut n'avoir pas plus d'authenticité que les mots et pour les mêmes raisons: par défaut de tirer d'abord ses idées du réel, de la vision populaire première, des vues immédiates, médiatrices justement de perspectives plus lointaines. Beaucoup de chemins longs et tortueux peuvent mener quelque part, et, de toute façon, ni le peuple ni personne ne dispose de chemins plus directs. Il faut donc prendre des chemins nombreux et incertains. Ce sont du reste les seuls qui soient, si je puis dire, palpables. Or, ceux-ci ne se trouvent pas sur les cartes de l'orthodoxie révolutionnaire. Donc le révolutionnaire abstrait commence par dire qu'ils ne mènent nulle part. Il prend par conséquent, là encore, une distance infinie par rapport au réel. Mais il prend aussi de la distance par rapport au peuple, dont il se trouve à ne pas employer le sens commun. C'est ainsi que l'on fait de la contre-culture politique.

Non seulement le discours et les gestes qui traduisent cette espèce de pensée apprise n'ont-ils aucun rapport avec la culture politique et morale du peuple, mais il est plus que fréquent de les voir la choquer, la rebuter, comme par exprès. Ce comportement a quelque chose de phénoménal. Dans cet art étrange et si complètement idiot, on s'entête, on s'encourage, avec un sens extraordinaire de l'émulation dans l'excès et l'étrangeté.



Quand on fait l'addition de toutes ces erreurs, on se dit que le gouvernement lui-même ne pourrait mieux faire pour obtenir constamment l'effet qu'il recherche et qui n'est justement pas le nôtre. Il ne saurait mieux réussir les provocations et mieux manier la technique que j'appellerais "de l'effet contraire". Une partie de la gauche en a, elle, le sens inné, mais pour son propre détriment, ce qui est très singulier.

Cela la conduit à des contresens étonnants. Elle a en particulier l'art de faire peur, mais c'est un art de faire peur au peuple plutôt qu'à la classe dominante... Elle se présente volontiers sous un masque de croquemitaine, ce qui éloigne le peuple, dans un temps où il faudrait montrer et faire sentir ce que pourrait être une société profondément humaine et donc profondément attirante. Il y a dans cette attitude plus ou moins apocalyptique une énorme contradiction non seulement avec la donnée culturelle, mais avec la conscience politique réelle du peuple; mais le mot contradiction, un mot-clef de la doctrine révolutionnaire "scientifique", s'applique uniquement aux contradictions des autres... La révolution aussi est enfermée dans une contradiction: c'est de se nuire à elle-même...

Tout se passe comme si l'esprit systématique privait un homme de ses ressources d'imagination, de sensibilité, de flair, de sympathie, et aussi, ce qui suit nécessairement, de pensée. La ligne critique rigide vide le monde de tout ce qui n'est pas envisagé par ses formules et au fond l'esprit systématique n'est bon que pour se répéter. Il est par exemple surprenant que la propagande socialiste se borne à peu près à ses idées sur le rôle de la classe ouvrière, alors que l'on connaît maintenant que ce n'est plus seulement la classe ouvrière, mais l'humanité elle-même qui doit répudier le capitalisme, sous peine, non plus seulement de commettre une injustice démesurée ou de maintenir un ordre social international affreux, mais de périr, comme nous en avertit Sico Mansholt.

Aucun langage, aucune représentation, aucune stratégie, aucune méthode, ne correspondent, dans la dialectique dite révolutionnaire, à de telles révélations nouvelles, qui sont immenses. On repousse consciencieusement la classe moyenne, plutôt que de l'instruire, de l'instruire patiemment de ce qui menace l'humanité. Quand le socialisme devient l'affaire de l'humanité et une question de vie ou de mort, il me semble que les perspectives changent quelque peu. Sans doute le capitalisme préfère-t-il de beaucoup voir les stratégies révolutionnaires garder leurs vieilles habitudes de langage et de pensée. Et je ne suis pas surpris qu'il y aide.

Aussi bien la condamnation du capitalisme ne passe-t-elle pas peu à peu dans le discours de ceux qui représentent, d'une manière ou d'une autre, gens ordinaires, cadres, boutiquiers, cols blancs, classe moyenne, ou dans le langage de

ceux qui leur enseignent: journalistes, petits notables, clercs, et ainsi de suite. Ils en sont encore à regarder l'affaire dans le contexte de pensée de la révolution russe. Mais c'est qu'on les y confine, ou à peu près. La pensée socialiste n'emprunte pas les chemins complexes de la culture et j'écrirais presque: de la nature. On se prépare ainsi bien mal, pour ne pas dire pas du tout, pour une époque où une espèce d'unanimité dans le jugement anticapitaliste s'avérera peut-être historiquement nécessaire au bascul du régime. C'est comme si la démocratie politique avait attendu, au siècle dernier, dans chaque pays, une réédition de la Révolution française pour se répandre dans toute l'Europe.

Un temps devra venir pourtant où le remplacement du capitalisme, dans la conscience commune, n'apparaîtra plus, à juste titre, comme une nécessité pour des intérêts de classe uniquement, ni même seulement comme une exigence de ce qu'on appellerait le gouvernement responsable, et l'on devra finir par voir que la survie de l'humanité est incompatible avec la super-puissance investie dans les rats. On peut déjà le deviner, quand on songe aux moyens démesurés que le progrès technique met dans les mains de la puissance. Mais ce savoir est à mille lieues de se répandre encore dans l'opinion, et l'on ne prépare pas le moins du monde cette opinion, retardant ainsi les choses par fixation sur des modèles qui effraient et ne convainquent pas. Il faut parler le langage de l'homme à l'homme, mais les idées systématiques restent rivées sur un autre langage, étroit et de peu d'intelligence comme de peu d'inspiration, d'humanité, de sympathie et d'originalité créatrice.

Je me demande ce qui se passe dans la tête de la généralité des gens quand certains socialistes leur parlent de socialisme. A mon avis, il s'y passe ceci: beaucoup éprouvent alors pour lui la même répugnance culturelle que la classe moyenne. Il ne s'agit pas uniquement de doctrine. Le monde ordinaire est repoussé dans la réaction, d'une part, par le peu de rapport qu'il y a entre le discours idéologique et le substrat culturel, et, d'autre part, par le fait que le socialisme, dont la densité culturelle est encore faible, n'a pas établi, dans la plupart de ses versions, qu'il assumait l'humanité — la pleine humanité.

Dans une certaine façon d'être socialiste, il y a un facteur si extraordinaire de déculturation, qu'il faut s'étonner de ne jamais le voir souligné. Il est pourtant fort visible, il agit pourtant sous de multiples rapports. S'éloigner du réel, pour mieux tenir à l'idée. Rejeter quasi entièrement le possible, pour mieux entretenir le dogme. Etre d'une entière intransigeance en faveur de l'idée, quitte à manquer complètement de rigueur et de sens dans l'appréciation des faits immédiats. Commencer par détruire, en faisant table rase des valeurs, des sentiments, des inclinations et préférences à demi conscientes que comporte une culture, le support humain dont pourtant toute idée politique a le plus grand be-

sur la révolution sèche

soin pour vivre et pour être, je ne dis pas seulement comprise, ce n'est pas suffisant, mais comprise d'abord, puis aimée et désirée. Procéder ainsi, par une destruction préalable inouïe, à faire mieux ressortir, croit-on, le projet révolutionnaire. S'aider parfois pour cela de tout ce qui peut blesser, bouleverser, heurter la réelle culture des gens; demander du secours, comme cela se voit dans certains cercles, à toutes les révolutions de tous les aspects de la culture morale de la population; réunir ainsi tous les tumultes en un chaos culturel unique; se présenter devant le peuple en annonçant en même temps toutes les "libérations", sans oublier celles qui choquent le plus son héritage moral, comme pour ajouter plus d'étrangeté encore à une révolution de délire, qui n'existe alors en réalité que dans un petit nombre de cervelles surexcitées, adolescentes et en mal de rupture. Mais, par contre, repousser les cultures qui se refont, les forces qui prennent cohésion, parce qu'elles ne sont pas "pures" et par conséquent "nuisent" à l'unicité essentielle du projet: par exemple, écarter ce à quoi les gens commencent à tenir, un Québec indépendant et un gouvernement proche de nous, ou boudier tout effort politique à court terme, quand on ne va pas jusqu'à le dénoncer, comme on l'a vu à Montréal avant les élections, de la part de quelques factions de la gauche. Dans ces conditions, inutile de souligner que la droite n'a aucune peine à se montrer plus politique!

Je n'en finirais pas d'illustrer ce propos. De ce côté, la sottise est innombrable et insondable. Tout cela heurte sans cesse l'intelligence, certes, mais la sensibilité populaire, ce qui est encore plus grave. Pareil comportement se signale de la sorte par l'oubli fréquent du plus élémentaire bon sens dans l'action. Or, s'il y a un lieu où je ne puis souffrir la bêtise, c'est à gauche.

Il faut démêler tout cela. Il n'y a rien d'écrit dans les "évangiles" là-dessus. Il faut l'inventer. Ce n'est pas dans un article qu'on peut le faire vraiment. On peut tout juste exprimer quelques motifs d'inquiétude. (Et soutenir, en passant, que le gouvernement et la police continentale sont enchantés de ces aberrations et y contribuent sournoisement sans se gêner. La tâche de la contre-révolution est simple: elle n'a en particulier qu'à singer, en les soulignant à peine davantage, les attitudes que j'ai décrites, en faisant agir ses pantins en conséquence, puis à tout dénoncer cela bruyamment, comme le pouvoir le fait chaque jour).

On pourrait facilement, je pense, être plus intuitif, moins superficiel et plus habile. Plus complet. On pourrait avoir plus de santé. Un socialiste qui ne serait pas une machine pourrait paraphraser et dire: "Je ne suis pas venu pour abolir la culture, mais pour l'accomplir." Non seulement la culture. La jugeotte.

Moins de certitudes automatiques et plus de vérités difficiles. Plus de naturel, plus d'instinct, moins de "science". Moins de lectures et plus de culture. Plus d'expérience d'ici et moins de connaissance du réel d'ailleurs par textes interposés. Plus d'auto-critique, puisqu'on parle tant d'auto-critique. Une meilleure connaissance du milieu et une définition moins mécanique des "conditions objectives" de la "révolution" et des "tâches" de "l'avant-garde". Un certain refus des expressions toutes faites, qui indiquerait peut-être que les idées pour une grande part sont à faire.

Elles sont à faire même lorsqu'elles pré-existent. Le reste est du simplisme.

Tout cela rejoint l'idée de culture, une notion dont nos petits maîtres n'ont pas le moindre soupçon. On fait ici des révolutionnaires secs. Mao, incidemment, aimait immensément les masses et il n'y a qu'à lire de ses textes pour se rendre compte qu'une des qualités éminentes du personnage était aussi, purement et simplement, le bon sens. Beaucoup de ses lecteurs ne doivent pas l'avoir lu, c'est comme rien.

La culture, c'est bien des choses. C'est l'amour, c'est la connaissance des gens, c'est le sens du pays, c'est le sens politique, c'est la patience, c'est davantage le désir d'apprendre des gens que de leur enseigner, c'est la perception de ce qui les choque et de ce qui peut au contraire les séduire, c'est le sens de l'humain, c'est le ton. C'est aussi, beaucoup, le sens de la conservation, si étonnant que cela paraisse, car il permet de comprendre les gens et de rester parmi eux, plutôt que de s'isoler dans d'in vraisemblables cellules où triomphe chaque jour la révolution, mais la révolution verbale. La culture, c'est la tendresse et c'est la sympathie. C'est le temps. C'est de savoir où est l'inclinaison bien plus que de penser savoir où est le précipice. On pourrait poursuivre longtemps ainsi. Ce ne serait pas superflu. Cela serait préférable à apprendre par coeur en quoi a bien pu consister, à un certain moment du processus révolutionnaire russe, la maladie infantile du communisme.

Il semble qu'Allende aussi ait eu quelque culture et qu'il ait aimé le Chili et le peuple sans discuter l'un par l'autre, outre qu'il n'ait pas cru tactiquement inopportun, quand il n'était encore qu'un médecin et qu'un révolutionnaire, de s'occuper de la misère des personnes. Ses idées ne l'avaient pas coupé de son âme. Son entreprise n'avait pas anéanti son respect et son sens éminent de la douleur. Lui-même n'avait pas découpé sa pensée en petites tranches conformes aux sentences de la casuistique révolutionnaire.

Il faut réfléchir à tout cela. On ne le fait pas. On s'écarte donc beaucoup du centre des choses et du coeur des gens. Il n'y a certes pas de plus grande faute, intellectuelle, humaine, ou politique. ●

allons-nous vers une société de célibataires ?

par Jacques Grand'Maison



D'une économie familiale à une société individualiste

Allons-nous vers une société de célibataires? Bien des revendications le laissent entendre. Chacun veut faire sa vie ou la refaire comme il l'entend. L'homme ou la femme, le jeune ou l'enfant, de diverses façons, affirment leur liberté individuelle avec force. Même dans des milieux communautaires très poussés comme chez les religieux, le projet personnel de vie prend le pas sur le reste.

Le sociologue dira que c'est le signe d'une liquidation définitive de la *société traditionnelle*. Celle-ci, en effet, laissait peu de place à l'autonomie personnelle. Une économie de subsistance amenait une très forte interdépendance des membres du clan ou de la communauté. Les moindres écarts menaçaient cette solidarité obligée. Nous parlerions aujourd'hui de collectivisme. Par exemple, dans un contexte rural, le divorce aurait entraîné un désastre économique pour la famille.

La *société industrielle de type capitaliste* a valorisé la capacité et l'affirmation de l'individu. Mais elle a brisé aussi les tissus humains traditionnels. Compétence, mobilité, agressivité, autant de qualités individuelles rattachées à une fonction qui ne dépendait plus de la famille étendue, des communautés de base, des milieux de vie. On s'insérait dans la société, moins par les rites d'initiation religieux ou

familiaux que par l'obtention d'un poste, d'une "job" où il fallait faire ses preuves. Tout le reste de la vie devenait dépendant de l'itinéraire de travail. On adaptait sa vie, ses solidarités à tel ou tel changement d'emploi. Il n'en fallait pas moins pour développer un fort accent individualiste dans la philosophie de la vie. Bien sûr, la famille gardait une certaine importance pour la vie affective, pour la continuité des générations. Mais elle ne commandait plus l'organisation de la vie collective comme dans le monde agricole.

Deux phénomènes récents

Peu à peu les *femmes* sont entrées dans ce mouvement. Elles ont cessé d'être uniquement mère, fille ou épouse. Pour entrer sur le marché du travail, il fallait instruction et compétence nouvelles. Du coup, la femme trouvait des conditions inédites d'indépendance. Autrefois, liée à son foyer, elle se définissait uniquement en fonction des autres. Voici qu'elle peut maintenant poursuivre un projet personnel distancé grâce à cette économie nouvelle.

On a connu une évolution semblable dans ce phénomène moderne qu'est la *jeunesse*. Dans la société traditionnelle on passait directement de l'enfance au monde adulte. Or les jeunes d'aujourd'hui constituent une couche sociale relativement autonome. Assez tôt, ils font des choix personnels et libres qui les rendent très critiques devant leurs parents. Même dans le cas de longues dépendances financières, ils tiennent à marquer leur autonomie subjective et leur libre orientation de vie. Aussitôt qu'ils le peuvent, ils vivent par eux-mêmes. Ils préfèrent une bourse anonyme du gouvernement à une attache financière à leur famille.

Choc du privé et du public

Jusqu'ici les choses semblent claires. *On passe de la communauté obligée à l'individualité libre*. Mais cette transition s'accompagne du choc de la société traditionnelle maintenue dans l'aire privée et de la société industrielle qui commande de tout autres comportements publics. Ainsi la femme se trouvait à vivre sur deux registres assez étranges; travail et famille amenaient deux styles de vie assez éloignés l'un de l'autre. A la maison, la femme restait cet être en fonction des autres. Au bureau ou à l'usine, malgré les discriminations connues, elle s'affirmait sous un mode purement personnel. On comprend pourquoi le mouvement d'émancipation féminine s'est fortement centré sur certaines "aliénations" de l'être féminin conjugal et familial, tout en débordant sur les conditions de travail.

Mais on ne saurait isoler un tel phénomène. Les adultes masculins tout autant que les adultes féminins, les jeunes aussi, ont voulu retrouver dans la vie privée la même autonomie subjective qu'ils expérimentaient dans la vie publique. C'est ce qu'on pourrait appeler: *l'émergence du réflexe de célibataire*.

Le célibataire envié

La société post-industrielle vient accuser cette tendance. Plusieurs peuvent désormais se payer le luxe de vivre uniquement en fonction d'eux-mêmes. Le *bachelor* n'est-il pas un symbole important de l'habitat urbain, après les contestations du *bungalow* familial de banlieue? Le second évoque paradoxalement l'ennui, l'isolement, le village anachronique. Bien sûr, il y a les images folles du playboy, de la bonnie, de l'éternel adolescent. Mais, aux yeux de plusieurs, l'existence du célibataire apparaît comme un idéal, tantôt avoué ouvertement, tantôt envié silencieusement. Celui-ci choisit ses relations, ses appartenances. Il ne s'enferme dans aucune d'elles. Il peut se séparer du partenaire ou de l'ami devenus encombrants. Il peut planifier sa vie à sa guise, ses activités, son rythme d'existence, ses vacances, ses sorties. Il a moins de contraintes pour changer de travail.

Il y a plus de continuité et de cohérence entre sa vie privée et sa vie publique. Si vous l'accusez d'égoïsme, il vous dira que la société de demain s'organisera en fonction de solidarités plus libres, de groupes plus spontanés, de communautés plus gratuites. Les institutions privées comme la famille devraient perdre de l'importance. Par ailleurs, les nouvelles contraintes de la bureaucratie et de la technocratie seront compensées par les neuves possibilités d'une vie privée plus personnalisée et autonome. A la condition évidemment qu'on refuse de retourner au village d'autrefois comme c'est le cas des communautés banlieusardes ou même des nouvelles communes.

Le mariage dépassé?

Au bilan, la nouvelle culture des célibataires exigera une révision radicale des structures sociales actuelles qui maintiennent la fiction juridique d'une société défunte. Plusieurs jeunes, par exemple, refusent les cadres juridiques du mariage. Ils veulent un cheminement libre et autonome dans un compagnonnage aussi tolérant qu'intense. Peut-être voudront-ils sanctionner socialement un jour une union qu'ils voudront plus décisive. Mais ils refusent de s'encarcanner dans une institution encore aussi rigide, même avec ses possibilités de divorce. Mais ils préfèrent, à ces procès publics éventuels, un itinéraire privé susceptible de révisions, de ruptures, de fidélités successives, de changements de partenaires. Ils croient même que ce nouveau contexte est plus propice à la maturation des personnes, à des choix plus judicieux, à une vie ouverte et plus épanouissante. *L'être célibataire, entendu dans ce sens-là, offre donc, pour la première fois dans l'histoire, un style de vie plus personnel, plus libre.* Certains, au nom d'une telle philosophie, cherchent à provoquer ce saut qualitatif de civilisation. Du moins, c'est ce qu'ils prétendent.

Mais plusieurs objections se dressent sur la route de cette évolution.

Un luxe peu accessible

N'y a-t-il pas ici un prolongement inconscient d'un libéralisme qui a saccagé les solidarités les plus fondamentales entre les hommes? Le célibataire de ce type serait aussi monstrueux que la société capitaliste avec ses culs-de-sac écologiques, politiques et psychologiques. La subjectivité exacerbée des individus ressemble "étrangement" à l'inhumanité d'une entreprise privée asociale, aveuglément esclave de ses intérêts investis. N'accusera-t-on pas la loi de la jungle, celle des plus forts? N'est-ce pas un luxe inaccessible pour les pauvres, les démunis, le petit peuple? Eux ne peuvent vaincre les conditions collectives de leur dépossession si ce n'est que par des fortes solidarités communautaires qui sacrifient pour un certain temps le mieux-être individuel. *A la limite, est-on en face d'un néo-bourgeoisisme camouflé?*

Et les enfants?

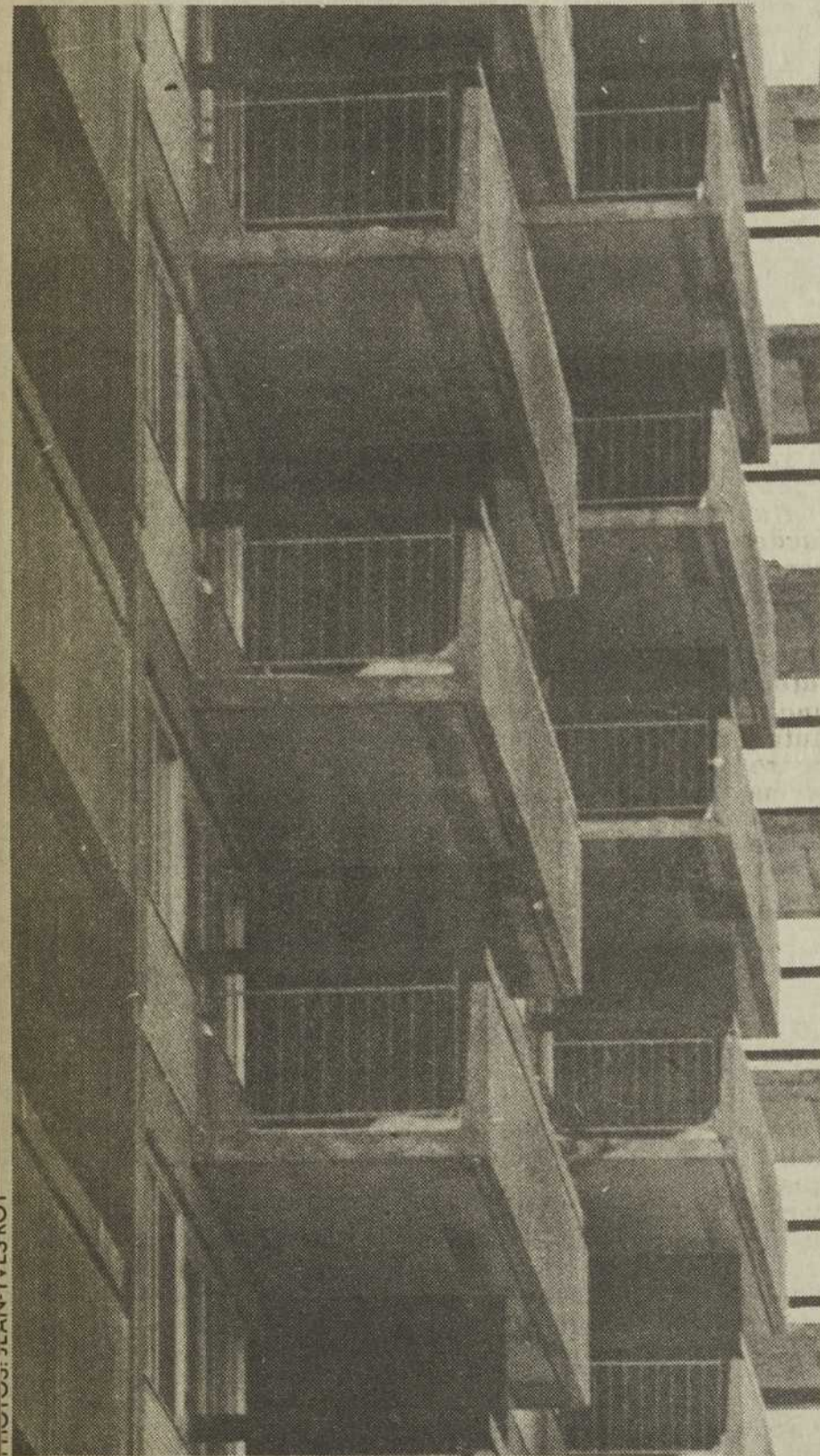
Autre objection que le sort des enfants dans ce monde émancipé des adultes centrés sur eux-mêmes. Aucune théorie psychologique n'a encore inventé un mode de remplacement d'un noyau familial stable et très solidaire. L'enfant de parents séparés, ou divorcés, ou peu présents l'un à l'autre n'est sûrement pas dans des conditions idéales. Il a même souvent moins de chance d'autonomie quand il est attaché à une seule personne. Les équipements collectifs ne sauraient suppléer à ce premier milieu affectif de la famille. C'est une imposture que de transposer cette solidarité de base dans des organisations anonymes. Certains rétorquent ici que l'explosion démographique offre une ouverture justifiable pour expérimenter la civilisation du célibataire. L'argument n'a pas grand poids. Il faut au moins une moyenne de 2,2 enfants pour maintenir la population actuelle. Or, plusieurs pays "civilisés" ne se renouvellent même pas actuellement. Du moins la courbe des naissances va dans cette direction. La psycho-sociologie, dans ses recherches, a noté la stérilité culturelle et sociale, l'affaiblissement psychologique collectif et individuel des milieux malthusiens. *La fécondité biologique de base, généreusement et intelligemment assumée, serait source de dépassement humain à long terme.* L'avortement sur demande, par exemple, peut devenir un autre phénomène social de démission, par delà les exigences de solutions morales et juridiques plus souples et plus humaines. Nous ne sommes pas à une contradiction près: cette campagne pour l'avortement sur demande s'instaure dans des sociétés qui s'acheminent vers une certaine stérilité biologique!

Peu de célibataires heureux

La troisième objection ne manque pas de poids non plus. C'est un leurre de laisser croire que le style *bachelor* est épanouissant dans la plupart des cas. Que de déséquilibres psychiques accompagnent cette expérience! Sentiment profond de solitude, absence de relations stables, complexe d'inutilité, recherche malade d'évasion artificielle. Même une activité professionnelle solide et riche ne semble pas compenser le désarroi psychique d'une *vie privée éclatée, d'une liberté indifférenciée.* Freud parle ici d'une *angoisse flottante.* On ne peut l'identifier. *L'être célibataire connaît facilement l'explosion ou l'hyperthrophie du moi que les contraintes d'hier évitaient en le ramenant à ses vraies limites concrètes.* Les responsabilités à long terme devant un conjoint et des enfants offrent un cadre stable dans l'itinéraire d'un adulte. Elles sont sources de dépassement, d'incitation, de motivation de longue portée. *L'homme vaut par la qualité de ses engagements, de ses relations.* C'est par les autres qu'il s'affirme, s'ouvre, se comprend, se dépasse. Il ne trouve pas le bonheur quand il cherche celui-ci pour lui-même. Paradoxalement, il se libère quand sa liberté crée celle des autres. Sartre, avec beaucoup de noblesse, disait qu'il ne sera libre pleinement qu'au moment où les autres partageront la sienne. Nous préférons parler ici d'une liberté définie et vécue solidairement par un groupe humain. Nous sommes loin d'une psychologie de célibataire tout occupée à peser tous les jours sur la balance son degré de bonheur frileux et menacé.

La peur de la liberté

Trois objections très fortes. Et pourtant, elles n'effacent pas ce qu'il y a d'authentique dans cette nouvelle culture de la personne. Cette personnalisation interroge radicalement le collectivisme d'hier et ses nouvelles formes bureaucratiques, politiques, idéologiques et culturelles. Les sociétés comme les hommes ont toujours eu peur de la liberté individuelle concrète. Au plan collectif, Machiavel a soutenu que les peuples préféreront toujours leur sécurité à leur liberté. En ces temps révolutionnaires, les choses commencent peut-être à changer. Nous hésitons face à un certain risque pour re-interroger des vieilles structures sociales de plus en plus éloignées des sensibilités culturelles actuelles. La remontée des pouvoirs absolus avec les complicités populaires marque peut-être une réaction devant ce saut dangereux qui menace les sécurités séculaires lentement nouées par



nos pères. Chez nous, je soupçonne que certains refus politiques de libération collective révèlent le clivage entre la culture des jeunes et celle de leurs aînés. Les pères ont dit non à l'aspiration des fils. Qui sait si cette option de sécurité immédiate ne déguise pas la peur d'un avenir neuf, différent de ce que la génération présente voudrait prolonger?

Retard des institutions

Une certaine société est en train de mourir. Une autre émerge péniblement à travers des phénomènes sauvages qui pourtant véhiculent des valeurs aussi essentielles que les anciennes. Saurons-nous les reconnaître, les évaluer, les assumer judicieusement? L'affirmation de l'être individuel, l'émancipation de la femme, la revendication d'une vie privée plus distancée, la libération collective des classes dépossédées, la relativisation des institutions et de leurs contraintes, les nouveaux styles de vie des jeunes, les modèles inédits de rapports sociaux, d'éducation, de travail, ont des parentés spirituelles. Ils contentent la société programmée tout autant que les vieilles institutions maintenues. Ils ouvrent vers d'autres horizons une civilisation bloquée, en quête de projets de rechange. Pour le moment, les majorités ne suivent pas. On a peut-être dressé des barricades en sous-estimant la possibilité de viriles confrontations. Il ne s'agit plus de guerroyer pour gagner du territoire. Même la lutte des pouvoirs est insuffisante. Il suffit de considérer le désarroi de la société entière face à une fonction publique hypertrophiée par une gigantesque bureaucratie et disloquée par une macro-économie aveugle et asociale. Face aussi à un "quotidien privé" défait, sans axe, sans éthique, sans styles et projets de vie valables, sans passions et raisons de dépassement. Il ne reste alors que les rites de la consommation, utiles pour la machine de production, mais peu motivant dans une vie en quête d'humanité, d'âme et de cœur.

Des opinions aux convictions

Au fond, il nous manque une ou des sagesse pour bien situer où porter les vraies luttes de libération, où engager les forces de promotion, pour réinventer de nouvelles cohérences vitales dans la conduite de la vie. Par exemple, en matière éthique, bien des citoyens sont coincés entre la vieille morale collectiviste et une conduite de vie privée arbitraire, subjectiviste, immédiate et souvent anarchique. Je pourrais donner bien d'autres exemples. Mais les arguments précédents suffisent pour illustrer la radicalisation des problèmes humains actuels. Nous ne pouvons plus nous contenter d'opinions superficielles. Il nous faudra confronter des convictions plus solides et plus sagaces.

Entre le bungalow et le bachelor

Dans un tel contexte, je crains une société qui s'organise trop en fonction des célibataires. Elle ne peut réinventer ces sagesse collectives dont nous avons tant besoin pour imaginer une nouvelle civilisation, des projets de rechange. Et pourtant, les célibataires ne cesseront de rappeler l'importance de la personne et de sa liberté face aux vieilles et nouvelles institutions, face aux extrémismes de gauche et de droite, face aux lois et aux morales officielles. Les hommes libres sont plus rares qu'on ne le pense. On se crée rapidement de nouvelles servitude (Destoievski). Certains disent vouloir changer la vie. Savent-ils ce qu'il faut de courage et de sagesse, de liberté et de responsabilité pour mener à bien un tel projet, pour y donner un vrai contenu humain et des mains efficaces. Après vingt ans de travail social, j'en sais quelque chose. Célibataires ou mariés, femmes ou hommes, adultes ou adolescents, nous sommes quand même tous acculés à trouver une nouvelle philosophie de la vie et un style de société qui ne sacrifient pas les richesses acquises du patrimoine humain, et fécondent en même temps des expériences inédites. Nous ne ferons pas l'économie de tensions et de ruptures. Mais nous ne pouvons rester longtemps entre des vieux modèles qui ont perdu leur consistance et des nouveaux modèles qui n'ont pas encore de cohérence, entre le bungalow et le bachelor! ●

portrait d'un colonisé sportif par lui-même

par Pierre Foglia

Voilà dix ans que je fais dans le sport comme journaliste, mais il y a bien plus longtemps que je suis sportif. Je suis né sportif à une époque où l'Italie était divisée en deux: au sud, Gino Bartali demandait à Dieu de lui donner les forces pour gagner le Tour de France; au nord, Fausto Coppi, un divorcé, parlait de grève aux coureurs. C'était le Dédé Desjardins du peloton.

Mes parents étaient des bartalistes acharnés, je fus donc copiste par réaction au milieu familial, et plus tard, royaliste, anarchiste et communiste pour la même raison. Mais je suis resté sportif toute ma vie, comme si l'on pouvait changer les couleurs de son hérédité sans pouvoir en changer le cours.

Je suis un vrai sportif. C'est-à-dire je n'ai jamais pratiqué aucun sport. Par contre, je peux en parler longtemps. Je pourrais même écrire toute une thèse sur le lancer au poignet, sur le crochet du gauche, le Fosbury-flop et le double saut périlleux à l'envers ou à l'endroit comme vous le voulez.

Je n'en ferai évidemment rien dans cette revue dite "pour intellectuels". Il fallait d'ailleurs être intellectuel comme on l'est à *Maintenant* pour commander à un colonisé sportif un article sur la dimension aliénante du sport.

Je me suis toujours méfié des intellectuels, à plus forte raison des intellectuels qui ont des prétentions sportives. Ils véhiculent généralement des idées subversives incompatibles avec la discipline qui fait la force des armées et des équipes. Ils ont aussi des opinions qui trahissent une parfaite ignorance du sujet qu'ils abordent.

Par exemple, l'intellectuel fait une subtile distinction entre le sportif et le spectateur-sportif, il dépeint ce dernier, bouffiniais et le souffle court. La vérité et une récente visite médicale m'obligent à dire qu'effectivement je ne suis pas en meilleure santé qu'un cinéphile ou un mélomane. Pas meilleure, mais pas pire non plus.

Quant à ma santé mentale elle ne me cause plus aucune inquiétude depuis qu'une expérience-pirate faite par les étudiants d'un Cegep de banlieue a révélé que les rats auxquels on lisait chaque jour la page éditoriale du *Devoir* étaient devenus fous trois jours avant ceux que l'on emmenait au Forum depuis le début de la saison de hockey.

Ceci dit, "spectateur-sportif" n'est qu'une redondante redondance. Le sportif est celui qui sent la chose sportive, pas celui qui la fait par goût ou par hygiène comme il est d'usage chez certains peuples saxons ou scandinaves, d'ailleurs stériles de vraies gloires sportives: avez-vous déjà entendu parler d'un Maurice Richard norvégien? Jamais. Non pas que la Norvège, si elle le voulait vraiment, ne serait pas capable d'enfanter un champion, mais les gens là-bas sont si égocentriques, si occupés de leur propre santé physique qu'ils n'ont jamais songé à incarner cette santé dans un personnage unique et exceptionnel: le champion tel que nous le connaissons chez nous. C'est sans doute pour cela que le vrai sportif est souvent latin, Espagnol, Français, Italien, Québécois. Et il est spectateur parce que c'est le propre des grands peuples de savoir choisir des hommes capables de donner en spectacle ces grandes vertus collectives, que sont la force, l'adresse, le courage, la réussite sociale.

Le vrai sportif est également un grégaire, un moutonnier qui vit en troupeau. Cet autre particularisme a encore excité certains intellectuels qui parlent volontiers du "ghetto" du sport. Les plus gauchistes avancent même que l'abrutissement dont souffre la population du ghetto est voulue et entretenue par le pouvoir oppresseur.

Il est vrai que le Québec est la province qui a le plus gros budget sportif au Canada. Mais il est faux que les sportifs québécois soient abrutis. La preuve, aux dernières élections provinciales, le sportif québécois avait deviné le raz de marée libéral, et il a voté gagnant dans une large proportion, ce qui prouve, pour le moins, qu'il a du flair.

J'ai cru longtemps moi aussi que le monde du sport était un ghetto: toujours les mêmes têtes, la même bovine façon de ruminer les mêmes statistiques. Je pensais qu'il était temps de sortir le sport des pages sportives des journaux et des tavernes, de laisser les artistes, les intellectuels lui découvrir une dimension, une sensibilité disons plus culturelle.

C'est à peu près vers cette époque que Lise Payette a fait son entrée sur la patinoire. Elle vint à nous pleine de bonnes intentions, une larme d'attendrissement au coin de l'oeil, la main tendue comme un missionnaire arrivant chez les Iroquois. Elle fit chanter les plus doués, trouva que les autres eh bien! ma foi avaient bien du mérite quand même, et lorsqu'elle en agrippa un qui était presque bilingue et presque avocat en plus, elle ne lâcha plus en criant au génie sur toutes les ondes.

Il n'y a rien pour faire plaisir à un colonisé comme de lui dire qu'il est BIEN colonisé. Ce fut alors à celui qui aurait la plus belle voix et le plus beau nombril. Il n'y a rien pour faire plaisir à un Iroquois comme d'adorer ses idoles. Ce fut la fiesta dans la réserve. Payette était maintenant des nôtres. Un indien de plus. Pas plus.

Après les grâces, les minouches de Lise ce fut la rogne des intellectuels de gauche à propos des Jeux olympiques. Bien utilisée, c'était là une arme qui aurait pu atteindre l'objectif visé: Jean Drapeau. Au lieu de cela, l'arme leur explosa bêtement dans les mains chaque fois qu'ils s'en servent. Il faut dire qu'ils mouillent leur poudre dans de banales inexactitudes dans le genre de: "C'est un show qui durera quinze jours et qu'on paiera pendant 20 ans — les billets



Photos: JEAN-YVES ROY



seront si chers que les Montréalais ne pourront même pas y assister — c'est du gaspillage de fonds publics dont on aurait grand besoin ailleurs", j'en passe, et des plus économiques.

Et pourquoi ne serait-ce pas un show?... puisque paraît-il nous sommes des spectateurs. Bien sûr, les billets seront trop chers, comme ils le sont à la Place des Arts, et personne ou presque ne proteste. Il est plutôt amusant de constater que ce sont les gens qui ont le moins d'illusions sur la société en général qui s'étonnent le plus que le sport soit justement à l'image de cette société.

Les Jeux vont coûter très cher. Bien sûr, mais ce ne sont pas les Jeux qui coûtent cher, ce sont ceux qui les font qui dépendent trop d'argent. A Munich, en 1972, les jeux ont pris des proportions délirantes parce que l'Allemagne avait des choses à se faire pardonner et qu'elle a choisi de le faire en élevant des monuments. Mais tout ce qui grouille dans l'olympisme était prêt à admettre que même le gigantisme avait des limites, et que si Montréal le voulait elle pourrait se tailler une belle gloire en ramenant les Jeux à des dimensions plus humaines. On n'est pas tout à fait parti pour cela avec le super-stade à toit ouvrant et la super-tour penchée à 14 étages, sans compter le funiculaire, le vélodrome, et le reste. Pourtant personne du côté des associations de locataires, des centrales syndicales, de l'opposition officielle ou non n'a encore reproché au maire de Montréal de ne pas avoir exploité cette situation propice aux économistes.

Bref, il y a eu, et il y a encore des gens pour croire qu'en démolissant les Jeux, ils démoliront Drapeau. Mais comme ils ne savent à peu près rien du sport ils n'ont encore rien ébranlé ni personne. Si ces gens-là proféraient sur la musique ou la littérature les mêmes énormités que sur le sport on les prendrait à coup sûr pour... des sportifs! (A la décharge des sportifs, précisons toutefois qu'ils parlent rarement de littérature).

Dans la même veine, si le programme du Parti Québécois était tout de la même encre que ses quelques pages sur les loisirs et les sports, ce serait, et de loin, le programme le plus conservateur de la province.

Il en est du sport comme du reste, on peut ne pas le prendre au sérieux à condition d'en avoir fait au moins une fois le tour. Ne pas confondre gymnastique et athlétisme, savoir que le 3,000 mètres steeple chase ne se court pas avec un cheval et que Mark Spitz n'est pas un haltérophile.

Et peut-être admettre une fois pour toutes que s'exprimer avec ses jambes, ses bras et tout son corps est aussi valable que toute autre forme d'expression. Cesser de penser que le sport c'est sain, pour voir que c'est beau et que ce spectacle-là en vaut bien d'autres. J'ai déjà passé une après-midi avec un boxeur mexicain absolument incapable de dire deux mots de suite, il ne parlait pas, il grognait, et entre deux grognements il dormait. Quelque chose comme un légume. Quand je l'ai revu dans l'arène, c'est à peine si je l'ai reconnu. Transfiguré, expressif, il parlait avec ses poings et sa danse avait quelque chose de la danse d'un Elfe. Il a dit tout ce qu'il avait à dire et il est redevenu le betterave qu'il était avant le combat, mais au moins il avait vécu pleinement une heure dans sa journée. Ce n'est pas tous les agrégés en histoire de l'art qui peuvent en dire autant.

Je suis né sportif il y a déjà longtemps et je ne connais pas un seul agrégé en histoire de l'art qui soit capable de courir le 100 mètres en moins de 12 secondes. Moi non plus, je ne peux pas, mais j'ai une idée exacte de l'effort que ça demande et je peux analyser cet effort. Bref, je suis sportif.

Et pas du tout aliéné. En tout cas pas comme un Brésilien, en passant: saviez-vous que le soccer fait autant de morts au Brésil que les accidents de la route au Lichtenstein? Saviez-vous qu'au Brésil il a fallu l'armée pour protéger la demeure de l'instructeur de l'équipe qui s'est fait battre à

la Coupe du Monde, en Allemagne, cet été? Avant de dire qu'on est aliéné et colonisé au Québec, regardez donc un peu du côté du Brésil, et de l'Ethiopie et du Nicaragua. Et encore dans ces pays, ne pratique-t-on qu'un seul sport, absolument inoffensif en lui-même: le soccer. Imaginez s'ils avaient dans les mains des bâtons de hockey et aux pieds des patins tranchants. Ce serait sûrement la guerre civile.

Ici, il me semble que l'on fait un usage très modéré de ces armes offensives. Les meurtres avec préméditation sont de rares exceptions sur nos patinoires, d'ailleurs notre presse sportive le clame depuis quelques années déjà: on s'ennuie au hockey depuis qu'on ne s'y assassine presque plus.

Il ne faudrait cependant pas répéter trop souvent de séries entre le Canada et la Russie pour qu'on renoue avec nos plus belles traditions. Les Soviétiques sont si sournois, si provocateurs... Sans parler de leur jeu stéréotypé et de leurs hôtels inconfortables...

Parlons-en des Soviétiques et autres communistes comme les Allemands de l'Est: pensez-vous qu'ils soient moins aliénés que nous avec leur usines à fabriquer des champions?

Comptez le nombre de médailles qu'ils ont raflées aux derniers Jeux olympiques. Comptez les nôtres maintenant. Il paraît que dans ces démocraties populaires, tout le monde fait du sport; on a même mis, à la portée du commun, les sports les plus aristocratiques comme l'équitation, la voile, l'escrime.

Chez nous, du moins, se contente-t-on, de regarder. Et encore, de moins en moins, puisque les assistances s'éclaircissent au Forum et que la cote d'écoute du hockey a sensiblement baissé.

Voilà qui devrait rassurer nos intellectuels. Leur prouver que notre santé physique vaut bien leur santé mentale... et vice-versa! ●

le catholicisme d'une société désarticulée

par Louis Rousseau

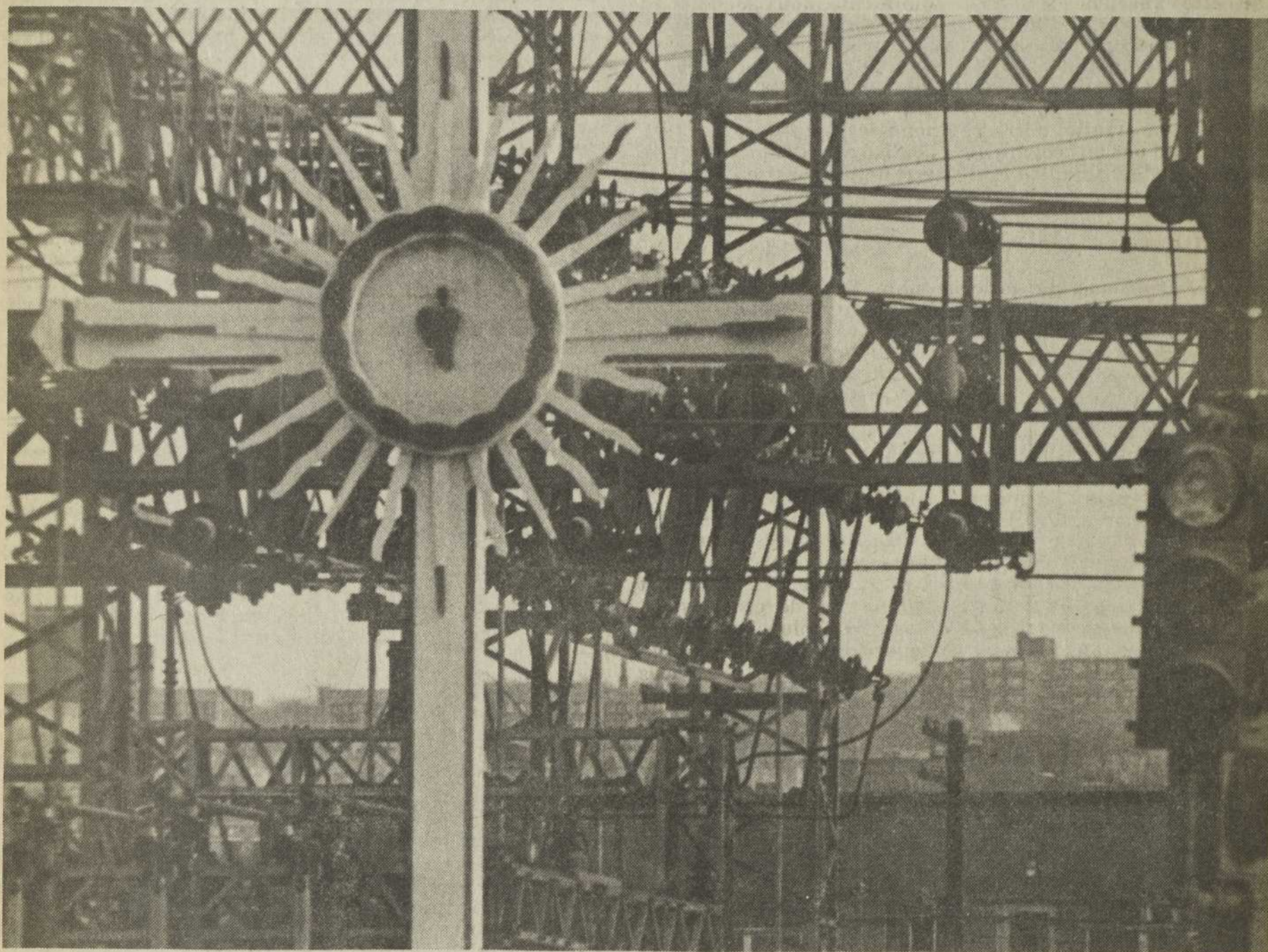


PHOTO: JEAN-YVES ROY

“LA LANGUE GARDIENNE DE LA FOI, ET LA FOI GARDIENNE DE LA LANGUE”.

Nous avons longtemps souri de la naïveté de ce slogan caractéristique des combats de la diaspora canadienne-française du 19^e siècle hors du Québec. Il nous semblait cacher bien mal l'idéal de société unitaire dont le Québec devait se libérer pour accéder à l'autonomie adulte sur tous les plans. Les années 60 sont terminées. A l'heure du “bill twenty two”, de l'asservissement accéléré de l'économie québécoise et de la chute de la pratique religieuse à moins de 30% à Montréal et de 50% dans le reste de la province, le sourire a fait place à l'interrogation chez bon nombre d'observateurs sans égard à leur position personnelle face à la religion. Quels types de rapports lient le sort de la religion à celui de la société québécoise dans son ensemble? La désintégration

de la religion devrait-elle être considérée comme le symptôme majeur de la désintégration rapide de notre manière collective de faire, de parler et de vivre? La question demande à être ouverte à la fois pour mieux comprendre le processus qui nous affecte et pour identifier correctement les tâches à venir dans la construction d'un Québec socialiste qui favorisera la prise en charge collective de notre destinée.

Le fait des transformations du catholicisme québécois est évident. On n'aperçoit point généralement le caractère radical de cette transformation qui va beaucoup plus loin que ce que les réformes de surface introduites ou réclamées par le groupe des progressistes laissent deviner. La religion québécoise se désintègre à la fois dans sa structure et dans ses fonctions.

L'effondrement de la pratique dominicale

On peut bien estimer, avec raison, qu'il est imprudent de conclure trop rapidement à partir du seul indicateur de la baisse accélérée de la pratique religieuse. Il n'en reste pas moins que le catholicisme concentrait fortement le lieu de l'expérience religieuse dans l'espace et le temps de la pratique dominicale. C'est à l'église, lors de la messe du dimanche en particulier, que l'organisation des symboles et des rites se manifestait le plus efficacement comme ouverture sur le monde de l'Autre. Sans pouvoir évaluer la qualité vécue de cette expérience religieuse dominicale, nous pouvons au moins penser, que l'effondrement de cette pratique s'accompagne d'une dissolution de l'expérience religieuse au point que la religion voit s'atrophier de plus en plus sa fonction la plus spécifique qui est d'ouvrir l'homme à ce qui se manifeste dans l'expérience du sacré et que nous nommons ici Dieu, la Trinité, notre Seigneur Jésus-Christ. Le sacré ne s'offrait pas au croyant qu'à l'église et par le prêtre, mais privé de ce foyer central tout risque de se désarticuler et assez rapidement.

La chute du "ciel québécois" ...

Les conséquences de cette atrophie essentielle de l'expérience religieuse se laissent bien voir au plan de la vie personnelle. Alors que la religion traditionnelle offrait au croyant, grâce à son organisation rituelle, la possibilité de trouver une solution aux crises qui accompagnaient son évolution, de la naissance à la mort, il n'en est plus de même aujourd'hui. On assiste présentement à un abaissement saisissant de l'âge où s'avoue l'incroyance. Moins de 12% des jeunes entre 15 et 35 ans "pratiquent" à Montréal. Ce n'est plus seulement à l'âge adulte que le doute s'instaure, mais de plus en plus dès l'école primaire. De quel secours pourra leur être le mariage, le baptême de leurs enfants et les funérailles à l'église? Et pourtant, il y a gros à parier que nous connaissons une demande continue de rites chrétiens de la part d'individus qui ne croient plus, mais qui cherchent malgré tout à sacrifier les situations clefs de leur existence. Les sacrements de "passage" n'offrent plus que des traces du sacré. Tout ceci nous renvoie en dernière analyse à la déconstruction du réseau symbolique premier des évidences de notre société, de notre vision du monde, dont le discours religieux assurait la continuité en l'actualisant. Fondant pour une part les articulations idéologiques conflictuelles ainsi que les normes de la conduite pratique, ce réseau symbolique constituait ce que Jacques Grand'Maison nomme souvent le *ciel québécois*. Les anciennes évidences ne tiennent plus. Le quadrillage premier de la réalité s'est défait sans que les gardiens institués de nos certitudes originaires ne puissent rien faire pour leur en substituer de nouvelles. A travers la perte de ce dernier rôle apparaît la désintégration de la structure du discours religieux lui-même.

En schématisant à grands traits, voici comment s'articulait notre discours religieux québécois. Ce discours était fait des relations entre un certain état de ce que j'appelle les Figures du Tout Autre, un certain état du Sacré et un certain état du Profane. La structure religieuse oscillait entre deux positions: une première, qui décrit la situation dominante de la déviance et du péché, pose alors la figure de la Justice rigoureuse et punitive face à un Sacré déserté par l'homme et un Profane constitué en territoire familier ouvert à la réalisation de son désir; une seconde, qui décrit la situation idéale et normative, pose la figure de l'Amour bienveillant face à un Sacré omniprésent et investi par le croyant pendant que le Profane, de demeure habituelle se change en prison séduisante qu'il faut démasquer et fuir. La crainte domine dans la première position, la plus fréquente puisque tous sont pécheurs. L'admiration éclate dans la seconde lorsque l'on parvient à sortir du péché.

...malgré une résistance considérable

Hier encore ce réseau symbolique traçait les ultimes frontières de notre univers pour l'ensemble de la société québécoise. Le constat de sa désagrégation actuelle est chose facile à faire. Les Figures du Tout-Autre ont perdu leur influence. La mort sociale de Dieu au Québec a été assez subite. Malgré des efforts considérables de la catéchèse, la tentative de réorganiser l'ensemble des médiations sacrales autour de *l'histoire du salut* n'aura pu produire un Grand Récit mythique efficace. Le renouvellement du langage sur l'Eglise n'aura pu masquer la permanence d'un appareil hiérarchique autoritaire qui demeure seul canal autorisé de l'interprétation de la foi. Mais l'appareil fonctionne de plus en plus à vide. Comme nous l'avons décrit plus haut, les cycles du rituel n'actualisent plus le salut pour la masse, malgré les changements considérables dus à la réforme liturgique. Le point d'ancrage le plus solide de ce discours dans la réalité tenait à la morale. C'est en obéissant aux normes morales omniprésentes dans son environnement profane que le croyant *entraîne* dans l'histoire sacrée. Or depuis le rejet populaire de l'encyclique de Paul VI sur la limitation des naissances les Québécois ont désacralisé la sphère des commandements moraux.

Tout au long de la rapide analyse qui précède, je me suis placé du point de vue de la société québécoise globale. C'est à son échelle qu'on doit parler d'une désintégration fonctionnelle et structurale de la religion dite traditionnelle, et c'est à ce niveau également que doit être évalué l'effet de ce processus sur ce qu'on peut appeler la "déculturation" du Québec. A l'échelle des sous-groupes il peut être possible de parler de continuité ou de transformation de la structure plutôt que de désintégration.

Les "restes" du catholicisme traditionnel

Toute désintégration produit des débris. Examinons ce qui semble advenir des "restes" épars. On assiste présentement à une réactivation du religieux qui semble prendre le relais de la religion traditionnelle. En simplifiant volontairement les choses pour ne retenir que les traits les plus accentués, on pourrait parler de l'apparition d'une réactivation réactionnaire de la religion, du début d'une réinterprétation révolutionnaire et de la consolidation des efforts réformistes.

Les réformistes

La paroisse n'est pas morte. Elle concentre encore le plus gros des efforts de l'appareil ecclésiastique et suscite souvent la participation d'une minorité de laïcs qui cherchent à faire leur le slogan selon lequel "l'Eglise c'est eux". Il est probable que cette participation engage beaucoup plus personnellement que l'ancienne fréquentation des "mouvements paroissiaux". Mais ces croyants se sentent très coupés des "distants", obligés de porter le poids énorme de l'institution (particulièrement financier) et plusieurs décrochent après une période d'action fébrile, car les objectifs manquent souvent de clarté et de cohérence par rapport à la réalité sociale ambiante. La paroisse réformatrice peut au mieux espérer constituer un cadre de transition vers une nouvelle forme communautaire, minoritaire, qui s'esquisse peut-être déjà dans les communautés de base.

Les réactionnaires

Comme exemple de groupes et de mouvements qui fonctionnent dans la ligne réactivation réactionnaire de la religion, on peut citer les *Parents catholiques*, le groupe de ceux qui tentent de redonner son éclat aux démonstrations publiques lors des grandes fêtes traditionnelles du Christ-Roi et de la Fête-Dieu, le renouveau charismatique et ses groupes de prière, les différentes formes du *Jesus Movement* chez les jeunes et, sous une forme exotique, les dizaines de mouvements orientaux qui s'arrachent les convertis québécois et dont le mieux connu est sûrement la *Divine Light mission du Guru Mahara Ji*. Tous ces groupes ou mouvements ont

le catholicisme d'une société désarticulée

en commun une volonté de trouver une réponse à la désintégration religieuse, sociale et culturelle qu'ils expérimentent. Faisant face à la domination technocratique de la société qui réduit l'épaisseur du langage et opprime l'imaginaire (chez les techniciens eux-mêmes), ils retrouvent dans une symbolique religieuse d'hier ou d'ailleurs le fondement de la dépendance régressive actuelle. Derrière le masque du Dieu qui sait et peut tout, se profile la réalité de la société hétéronome dont ils souffrent. L'abandon de soi dans l'obéissance à une figure qui sauve, accomplit en eux la solution à la crise vécue en société. Leur impuissance historique s'en trouve justifiée. Dieu va s'occuper de tout. Il ne reste plus qu'à prier.

L'ampleur des conversions à ce type de *religion de la dépendance* auquel notre catholicisme traditionnel fournit de bonnes conditions de possibilité n'est pas encore connue. Mais on sait que la progression est extrêmement rapide: 1,200 participants réguliers à des groupes charismatiques à Montréal seulement en 2 ans, par exemple. C'est une religion populaire qui permet d'expérimenter rapidement et de diverses façons la vérité de ce qu'elle affirme: miracles, prophéties, don des langues ou visions, etc. Chez les groupes qui s'expriment à la manière du catholicisme traditionnel il semble bien que l'âge des participants soit assez élevé. Les participants espèrent que l'Eglise va ainsi se renouveler et retrouver, avec son assurance, sa place maîtresse dans la société. La cohésion que l'on ne retrouve plus au niveau de la société globale est restaurée dans le groupe de ferveur qui s'élargit régulièrement aux dimensions d'une foule en congrès.

Les révolutionnaires

La deuxième tendance où commence à s'élaborer une réinterprétation révolutionnaire du christianisme ne connaît rien des manifestations spectaculaires de la première. A peine peut-on commencer à parler de mouvements et de regroupements, même faiblement organisés. Il s'agit souvent d'individus plus ou moins isolés qui commencent à se reconnaître dans une approche commune de la réalité historique. Alors que la première tendance tend à accepter le mal historique comme une donnée impossible à changer et qui oblige à sauter dans un univers autre pour trouver salut et libération, la seconde se caractérise par le refus de capituler devant les structures oppressives qui cherchent à se voiler derrière la nature ou la loi des choses et des systèmes. Elle dénonce cette résignation comme une complicité avec les forces du mal social qu'elle apprend à nommer le péché. Lorsqu'elle parle de conversion, il s'agit foncièrement d'un passage de la résignation et de la complicité objective à la contestation active de tout *statu quo* oppresseur de l'homme, et cette conversion se dit chrétienne lorsqu'elle s'effectue en référence à la victoire pascale de Jésus sur la mort et les forces de désespérance. Cette seconde tendance s'exprime dans des mouvements comme les "chrétiens pour le socialisme" (international), le réseau des "politisés chrétiens", le MTC, la JOC, la revue "Dossiers Vie ouvrière" et le Centre de pastorale en milieu ouvrier. Au plan de sa réflexion elle profite de l'élaboration des théologies de la libération, en particulier de l'activité de G. GUTTIEREZ du Pérou.

Voilà les "restes" les plus frappants du catholicisme traditionnel québécois. Il ne faut pas attendre pour demain la reconquête de la société. L'époque où une société et sa culture s'attestaient dans la religion ne reviendra plus. Sur ce point comme sur tant d'autres, le Québec émerge du long cycle de la culture occidentale médiévale. Ce diagnostic ne date pas d'hier, sauf qu'il ne s'accompagne plus maintenant d'une confiance naïve en l'apparition d'un substitut moderne et inévitable. L'unité actuelle de la culture québécoise ressemble beaucoup plus à l'étalage d'un marchand de "souvenirs" qu'à la pièce complexe dans laquelle tous se reconnaissent. L'unité doit être reconnue comme perdue et sa défense cesser de fournir une caution à la domination du groupe de plus en plus restreint de "décideurs" qui construisent leur avenir sur le dos de la majorité. A cet égard, le caracté-

rière idéologique du thème de la "réconciliation" que proposent Paul VI et la hiérarchie canadienne durant l'année sainte (de deux ans!) saute aux yeux. Il s'agit là d'une interprétation situationnelle d'un thème eschatologique dont l'effet objectif (si tant est qu'il en ait) est de masquer la signification historique des conflits. Or s'il doit y avoir un avenir pour une société québécoise libre et juste, il ne peut que passer par le réveil de cette majorité de plus en plus dépossédée du choix des objectifs et du contrôle des effets de son travail. Ce réveil passe par une identification de la situation conflictuelle et la montée d'une conscience spécifique au sein des groupes encore épars qu'on ne peut identifier à une classe unique de *travailleurs*. Quel peut être le rôle de la religion et plus particulièrement du Christianisme dans la phase de plus en plus conflictuelle où nous entrons?

Deux tâches d'avenir pour le christianisme d'ici

Je ne dirai rien de la fonction d'hôpital pour éclopés culturels que les nouveaux réactionnaires ont déjà commencé à assumer. Rien ne servirait de déployer des efforts pour faire se résorber cette tendance religieuse. L'origine de cette tendance qui est une réponse n'est pas religieuse mais sociale. C'est à ce niveau que doivent se déployer les efforts. Mais il se dégage déjà quelques conditions générales d'une contribution possible du christianisme québécois à l'avenir collectif. J'en voudrais signaler deux pour finir.

La première de ces conditions tient à l'élaboration d'une réinterprétation assez radicale du message évangélique. Le passage d'une interprétation essentiellement individualiste et supramondaine à un discours déployé à partir d'une vision collective et intramondaine exigera une transformation majeure de la signification des symboles clefs du christianisme et non simplement une exacerbation populiste de la générosité, du service et de la charité. Cette tâche appartient en propre à la fonction théologique. Or les théologiens québécois me semblent actuellement passer par une crise dont l'élément principal tient à la montée d'un doute quant à leur groupe d'appartenance. Formés pour la plupart en vue d'un travail de justification et d'explicitation des positions de l'appareil hiérarchique dans le contrôle de l'interprétation de la tradition, bon nombre d'entre eux en sont venus, dans le contexte de Vatican II, à prendre des distances par rapport au groupe hiérarchique et à se définir davantage en référence à l'ensemble de la communauté des fidèles. Mais celle-ci recouvrant des groupes sociaux objectivement antagonistes, le discours théologique ne sait plus trop où s'inscrire et il flotte à la dérive. Il me semble de plus en plus évident que cette situation ne pourra pas durer sans étouffer le travail intellectuel lui-même. Les théologiens devront prendre parti. Et il est d'ores et déjà acquis qu'un certain nombre d'entre eux sont tentés de se solidariser avec la lente émergence d'une pratique révolutionnaire qui fournira à la théologie la précompréhension nouvelle dont elle a besoin pour élaborer une réinterprétation de l'Évangile.

La deuxième condition d'un christianisme lié à l'avenir de la société québécoise relève moins de la fonction rationnelle et systématique du discours théologique que de sa fonction poétique. La construction d'une société québécoise libérée est liée, dans une large mesure, à la production d'un nouvel ensemble de symboles fondamentaux qui ouvre l'horizon collectif au delà des maquettes précises d'avenir et des stratégies en continuels changements. Produire cet ensemble qu'on peut bien appeler mythique appartient à la fonction générale de l'instance religieuse dans la créativité personnelle et collective. Non lié à une Eglise particulière, ce discours premier introduira dans la dynamique sociale un horizon qui aide à espérer et à combattre. Ce n'est qu'au terme d'une victoire des groupes porteurs du changement et portés par ce discours utopique que le sort de la religion québécoise pourra de nouveau être lié à celui de l'ensemble de la société. ●

pourquoi j'ai quitté l'enseignement collégial ?

par Réjean Beaudoin

Ce trac éprouvé comme un mal physique, ce stress concrétisé sous la forme d'une douleur vaguement pectorale, ce noeud de contractions qui a son centre parmi les viscères, tout cela, cette angoisse enfin, représente bien l'état maladif où j'en suis venu dans la pratique quotidienne de cet exercice malsain qui consiste à soutenir, seul contre cent et armé de ma seule conviction, le combat d'un humanisme moribond. Il est très significatif sans doute qu'un travail, chose normale et inévitable s'il en est, se soit ainsi changé d'abord en malaise, puis en signal d'alerte de je ne sais quelle catastrophe imminente... Ah! ces signes avant-coureurs de l'indigestion...

Sauver sa peau

L'ulcère d'estomac est quasi la maladie professionnelle des enseignants, au sens même où l'on parle de plus en plus aujourd'hui, pour les ouvriers, de maladies industrielles. Cet aspect du problème est peut-être, du reste, la seule chance sérieuse qui nous reste de faire entrer la question pédagogique dans la convention collective, sous forme de coefficient de compensation en raison des dangers d'un travail comportant des conditions chroniques de tensions! Quoiqu'il en soit, ce n'est pas du jour au lendemain qu'on se rend à l'évidence que son travail est une impasse (c'est-à-dire que les objectifs de l'enseignement sont impossibles à atteindre dans les conditions objectives de l'institution scolaire et de la société actuelles) et que cette impasse nous mine, nous épuise et nous tue. Je ne connais personne qui ne répugne à constater l'absurdité de son travail, et toutes les rationalisations seront invoquées avant de reconnaître une vérité qui congédie son homme: l'enseignement est devenu une fonction désuète, comme une instance qu'on aurait laissé périr dans notre culture. Le poste reste toujours ouvert, cependant... Et avant d'en arriver à la discussion publique sur cette incroyable évidence, que de démarches et d'efforts isolés, entrepris par chacun, pour faire de sa tâche à soi quelque chose de normal et de vivable, un boulot à peu près décent pour que l'honneur soit sauf et que les nerfs tiennent bon! Bien des expériences pédagogiques trouveraient là sans doute leur mesure et leur jugement si on reconnaissait enfin la modestie et la légitimité de leur intention qui part de l'urgence de sauver la peau du professeur bien plus que du souci de répondre aux soi-disant besoins des étudiants, quoi qu'on en dise...

Mais comment est d'abord vécue la condition existentielle de l'enseignant? Question première que risque de masquer l'énormité du constat d'échec de l'enseignement. Car c'est d'elle, de cette condition quotidienne, douloureusement ressentie comme sans issue dont j'ai voulu partir. L'anxiété

poitrinaire, disais-je, le mal qui saisit aux tripes. La hantise de se présenter en classe 15 fois la semaine. L'épuisement des ressources intérieures et l'urgence répétée du défi quotidien. Mais cela ne peut être qu'un symptôme, le mal est ailleurs et c'est lui qu'il faut cerner. D'où vient donc que cet effondrement me guette, malgré deux mois de vacances annuelles, malgré l'implantation de structures d'encadrement de plus en plus modernes et complexes, malgré l'assistance de ressources techniques et humaines des plus diversifiées, et désormais réellement disponibles pour assurer à l'acte pédagogique son maximum d'efficacité? D'où vient que malgré les sommes proprement phénoménales absorbées par l'éducation, le système se révèle chaque jour de plus en plus médiocrement satisfaisant pour bon nombre d'étudiants et d'enseignants, les premiers et principaux intéressés dans l'affaire? Quand enseigner et étudier sont trop souvent ravalés au rang de sauve-qui-peut quotidien dans un milieu en état de crise endémique depuis 10 ans, il n'est peut-être pas aussi futile qu'il semble de s'interroger sur ce malaise banalement douloureux du monde de l'enseignement. Les étudiants et les professeurs se portent mal, c'est un fait, dans le système d'éducation le plus coûteux, le plus moderne, le plus complexe mais probablement aussi le plus inadéquat du monde, que nous avons le bonheur d'avoir bien à nous dans notre belle province.

En échange du fameux D.E.C.

J'enseigne la littérature au Cégep. Devant moi, 35 étudiants de 18 ans, des deux sexes, qui sont théoriquement là pour l'étudier. Pourquoi ce "théoriquement" un peu fielleux? Parce que ces étudiants n'ont en fait jamais choisi de suivre un cours de littérature et qu'ils n'en ressentent en général nullement le besoin ni l'utilité. En plus de la responsabilité de couvrir un programme d'études littéraires, je me vois donc chargé d'une nouvelle et bien plus redoutable tâche qui est celle de justifier pour les étudiants leur présence à ce cours. Ma courte expérience me dit qu'il y a peu à attendre d'une telle situation. Au mieux, les étudiants supporteront mes cours sans chahuter si je ne les dérange pas par des exigences académiques trop rigoureuses et si je ne les heurte pas par un discours magistralement prétentieux. Au pire, ils se réfugieront dans un mutisme et une passivité de protestation si je tiens ferme à promouvoir ma matière en concurrence avec les matières de spécialisation du groupe d'étudiants concerné. Dans un cas comme dans l'autre, les étudiants ne toléreront aucune implication dans ce cours qu'ils subiront comme une des nombreuses épreuves rituelles qu'ils doivent encaisser, sans sourciller, en échange du fameux D.E.C. (Diplôme d'études collégiales).

pourquoi j'ai quitté l'enseignement?

Tout cela est très joli et ne dérange encore personne tant que chacun s'en tient au rôle qui lui est dévolu dans les structures du régime pédagogique: moi, j'enseigne et je donne mes cours... mais sans vraiment atteindre ces jeunes gens qui ont autre chose à faire que d'écouter mes sornettes d'humaniste d'un autre âge (autre chose, entendre: suivre leurs cours de concentration, car les cégépiens sont déjà des spécialistes) et eux, ils éparpillent leurs efforts parmi leurs 30 autres heures de cours dont la plupart leur importent mille fois plus, non tellement en raison de l'intérêt qu'ils éprouvent mais parce qu'ils représentent l'univers spécialisé de leur futur travail. Il y a dans cette attitude générale, si l'on veut bien consentir à la voir, un comportement rigoureusement réfractaire et manifestement hostile à la formation générale telle que le Cégep prétend la rendre accessible à tous. Le plus grave, c'est que l'institution tend à ignorer résolument l'ampleur et la signification de ce refus massif des étudiants, alors que seule la reconnaissance lucide et immédiate de ce refus pourrait engendrer les transformations capables de sauver l'idéal de formation générale inscrit dans la vocation du Cégep. Nous touchons ici du doigt une difficulté que tous les observateurs attentifs ont identifiée et dénoncée: c'est la contradiction entre les objectifs mêmes du Cégep tels que définis à l'origine par le Rapport Parent, contradiction entre les impératifs de la spécialisation pour répondre aux besoins grandissants en main-d'oeuvre d'une société technologique et les impératifs de la formation générale pour répondre aux seules aspirations d'accomplissement personnel de l'individu. "Cette contradiction apparaît dans les deux énoncés sur l'éducation, présents tout au long du Rapport Parent, entre l'un humaniste, orienté vers la formation de la personne et l'autre technocratique, soucieux de produire des savoirs rentables", remarque Claude Escande dans une étude qui établit par ailleurs que le Cégep maintient et renforce les mécanismes de reproduction des classes sociales. Ceci nous amène à considérer que derrière les problèmes de l'école, ce sont ceux de la société qui sont en cause et qu'il est bien vain de chercher à résoudre ceux-là sans vouloir s'occuper de ceux-ci. Dans cette perspective, il apparaît évident que la politisation des étudiants et des enseignants doit être entreprise prioritairement.

Chacun ses affaires

Mais pour le moment ça tourne rond dans le système. Mes étudiants et moi sommes tacitement convenus, presque à notre insu, de mener respectivement nos affaires: moi, j'enseigne ma littérature dont vous n'avez cure et vous, vous vous préparez pour je ne sais quel emploi dans les rouages de l'exploitation capitaliste dont je me moque avec mes drames et mes romans. Telle est la sorte de pacte qui nous lie ou de fossé qui nous sépare. Mais que se passerait-il si tout à coup je m'avisais de défendre mes convictions professionnelles et de croire à l'enseignement? Que se passerait-il si, récusant les rôles sociaux qui me sont, comme à eux, imposés par les structures, je trouvais en moi-même la force d'un engagement profond et personnel où je me sentirais responsable de ma matière et de mon métier qui est de l'enseigner? Car dans le contexte que je viens de décrire, soyons honnêtes, pas question d'enseigner la littérature: je joue plutôt un rôle de cabotin lucratif sur la scène de la capitulation tacite et générale devant l'étranglement des rapports humains entre professeurs et étudiants, étranglement qui résulte d'une aberrante adaptation des structures scolaires à celles de la société ambiante. Qu'arriverait-il donc, disais-je si, m'apercevant tout à coup de l'odieuse de la tâche effective qu'on me fait remplir au lieu de m'aider à poursuivre les nobles objectifs de formation humaine qu'on avait d'abord fixés à mon travail, je décidais de me sentir solidaire desdits objec-

tifs plutôt que de rester aliéné aux privilèges et bénéfiques de mes fonctions? Cette question est d'importance et n'est pas purement hypothétique bien que dans les faits elle ne soit pas souvent soulevée. J'ai eu pour ma part à la poser concrètement et à l'affronter avec assez d'acuité pour pouvoir et devoir adresser à mes patrons, l'an dernier, ma lettre de démission. Mais c'est là une solution toute personnelle et provisoire. Elle ne doit pas nous empêcher de voir l'ensemble du problème qui demeure entier pour ceux qui continuent d'y faire face dans l'absurdité du labeur quotidien.

Erreur sur la personne

Dans l'immédiat, pour ceux-ci, le défi est donc d'ordre pédagogique. C'est ici qu'il faut examiner l'ampleur d'une méprise qui a déterminé les plus coûteuses erreurs dans la pédagogie des cours communs. Cette méprise concerne l'identité de l'étudiant du Cégep. Sans s'arrêter suffisamment aux conséquences des objectifs de démocratisation poursuivis par le Rapport Parent, les professeurs d'humanités ont spontanément postulé que l'étudiant de Cégep était à l'image de son idéal prédécesseur, l'étudiant du cours classique. On commence tout juste à s'apercevoir du quiproquo: entre les deux, il y a à peu près autant de ressemblance qu'entre une pomme et une omelette western. Sans nulle exagération, on peut dire que coïncide avec l'apparition des Cégeps l'avènement d'un nouveau type de candidat à l'éducation post-secondaire et que ce nouvel étudiant n'a pratiquement rien en commun avec le "séminariste" d'avant 1968.

Ce dernier était sélectionné, conscient de ses privilèges et motivé à jouer son rôle grâce à un puissant appareil idéologique qui plaçait la promotion individuelle par le travail au centre des valeurs. Mais le client de nos Cégeps ne vient plus chercher une garantie d'appartenance à l'élite et de plus il se présente avec une "culture" bien à lui, qui n'a que faire des classiques, et il dispose de sources diverses d'information qui font de l'école une médiocre concurrente du cinéma, de la télévision, du spectacle urbain et de l'expérience du voyage, pour ne rien dire des "voyages artificiels", etc. Le cégépien n'est plus un pensionnaire condamné à huit ans de réclusion en tête à tête avec Homère, Cicéron, Corneille et compagnie. Or la rapidité d'implantation des Cégeps et la "structurite" aigüe qui a présidé à leur dissémination à la grandeur de la province, ont jeté les professeurs dans une improvisation pédagogique complète pour faire face à ce phénomène inédit que représente à lui seul le cégépien actuel. Cela veut dire que depuis 1968 jusqu'à ce jour, il y a eu erreur sur la personne: on croyait avoir affaire à quelqu'un qui, comme de raison, était un autre. Jetés du jour au lendemain dans un système aux objectifs séduisants et déroutés dans une jungle de structures nouvelles sans qu'on ait jamais un seul instant songé à leur donner ou à leur faciliter la préparation indispensable pour relever ce nouveau défi, les professeurs ont insensiblement reproduit au Cégep les schèmes et les méthodes traditionnellement en usage, avec le résultat que l'on sait: la foire. Des expériences marginales de toutes tendances sont venues assortir la mêlée de toute la couleur locale requise par une telle foire.

Combien de fois 15 dans un Cégep?

Evidemment je parle ici de l'aspect pédagogique, c'est-à-dire du rapport harmonieux qui doit exister entre les étudiants et le contenu de l'enseignement incluant les rôles respectifs de l'enseignant et des ressources auxiliaires. Mais, malheureusement, il faut croire que ce genre de préoccupa-

tion vient loin sur la liste de priorités du ministère, loin après la construction de ces immenses complexes en béton dans lesquels il faut que cette comédie prenne place, loin après la confection minutieuse des horaires, des circuits d'autobus, des organigrammes et des programmes, de toute cette technocratie ronronnante, autonome, autosatisfaite, loin après les nominations et les comités de cuisine, loin après la prolifération massive de mémos, de notes de service et de réquisitions sous lesquels il semble que nos bureaucraties soient destinées à pourrir. Moi, je parle de pédagogie, c'est-à-dire de rien de bien intelligible, en somme, pour les pouvoirs réfugiés dans leurs bureaux climatisés et aseptiques, puisqu'il leur suffit de construire des salles de cours et de préparer des programmes à l'ordinateur pour fractionner la question pédagogique en autant de compartiments étanches qu'il y a de fois 15 dans le nombre total d'étudiants d'un Cégep.

Dans le nouveau contexte de notre éducation "réformée", non seulement l'étudiant et l'enseignement collégial représentent-ils des défis nouveaux auxquels il faut être en mesure de faire face, mais aussi le rôle des matières d'enseignement chargées traditionnellement d'assurer la formation générale doit-il être sérieusement remis en question. Au Cégep, c'est à l'éducation physique, à la littérature et à la philosophie qu'on a confié la tâche de compléter la formation générale des étudiants sous forme de cours communs obligatoires dans tous les programmes d'études conduisant à l'obtention du D.E.C. Mais, comme je l'ai laissé entrevoir, les transformations culturelles et sociales du monde contemporain de même que l'accessibilité plus grande du niveau collégial, suivant l'idéal démocratique, ne permettent pas de transposer intégralement au Cégep le rôle dévolu aux humanités dans la formation classique. Il n'empêche, toutefois, que ce rôle héréditaire n'ait été dans les faits inévitablement transmis par les cours de lettres et de philosophie, à cause surtout de l'entière improvisation pédagogique à laquelle j'ai fait allusion. C'est cet hiatus ou ce défaut de raccordement entre les cours communs et l'appartenance culturelle des étudiants qui constitue la pierre d'achoppement de tout l'enseignement rattaché aux objectifs de formation générale.

La littérature, c'est pas leur bag

Le type de culture que véhiculent les oeuvres littéraires est lettre morte pour la génération d'étudiants à qui nous nous adressons. Quelle proportion d'entre eux lirait spontanément un roman français, un poème symboliste ou irait au théâtre sans la motivation un peu artificielle que représentent les examens auxquels nous les soumettons? Il ne faut pas avoir peur de dire ce qui est et de constater que ces activités culturelles ne font plus partie de leur vie. Pédagogiquement, le fait primordial dont nous avons à tenir compte est le suivant: l'oeuvre littéraire ne correspond pas à un fait culturel d'expérience commune dans la vie de ceux à qui nous avons pour tâche de l'enseigner. Ce fait soulève bien sûr d'autres difficultés qui ne sont pas simples pour qui est résolu à en tenir compte, mais une chose est certaine, c'est que le fait brut ne peut être indéfiniment ignoré. Ce que nous faisons, en continuant d'être les agents d'une culture bourgeoise garante de notre statut, ce n'est rien d'autre que de contribuer à défendre nos privilèges de classe en marginalisant la nouvelle culture des étudiants et en participant ainsi à leur aliénation, ce qui est bien la meilleure façon de se situer exactement à l'opposé des objectifs de la formation générale souhaitée par la réforme de l'éducation. Encore une

fois, on ne peut éviter l'analyse socio-politique du problème. C'est pourquoi nous nous trouvons dans un complet dénuement sur le plan didactique quand il s'agit de résoudre concrètement le problème au niveau des groupes d'étudiants qui nous sont confiés. Dans les faits, et d'après la conscience qu'il a des difficultés inhérentes à une telle situation (encore chanceux s'il parvient à se déculpabiliser de ses échecs pour les objectiver dans l'analyse du contexte éducationnel que l'on sait), chaque professeur y ira de sa petite expérience qui relève plus du sauve-qui-peut que de l'esprit de recherche conduisant vers une pédagogie véritablement adaptée aux nouvelles conditions d'existence. Malgré la permissivité très grande qui accueille cette expérimentation désordonnée (la liberté du professeur étant quasi absolue sur le plan méthodologique et limitée seulement par les contraintes matérielles de locaux, d'horaires, etc.), il est assez évident qu'il y a peu à attendre d'un tel climat en termes de solutions viables, lesquelles ne sauraient venir que d'une recherche et d'une expérimentation rationnelles auxquelles on ne consacre guère d'argent ni d'efforts, du moins n'en est-il nul écho du côté des praticiens de l'enseignement. Quelles sommes sont consacrées à la recherche et à l'expérimentation au Cégep? Quelle proportion du coût global d'opération des Cégeps ces sommes représentent-elles? Quelle partie de cet argent est investie pour améliorer les cours communs? Comment ces sommes sont-elles réparties, dépensées? Autant de questions auxquelles il serait intéressant de trouver des réponses.

Toujours en retard d'une révolution

Les Cégeps ont poussé comme des champignons un beau matin de 1968. Nous avons reporté sur ces nouvelles institutions, comme l'euphorie de la réforme de l'éducation nous incitait dangereusement à le faire, tous nos rêves mégalo-américains de jeune nation en crise de croissance post-industrielle attardée. Nous sommes toujours d'une révolution en retard: il y a au moins quinze ans que les collèges américains ont récusé la spécialisation hâtive dont nos Cégeps donnent un si navrant exemple. Il y a longtemps aussi qu'ils ont renoncé au gigantisme des supercampus pour devenir conscients des dangers de la dépersonnalisation qui menace nos villes. Le défi chimérique de l'homme québécois c'est toujours, semble-t-il, cette lutte contre le temps: l'effort que nous mettons à rattraper le temps perdu nous rend toujours plus inadaptés et plus conscients de notre retard. C'est cet essoufflement de chacun de nos efforts que nous ressentons au sein de cette monstrueuse macrostructure, installée au prix d'un prodigieux déploiement de forces, et qui se révèle tout à coup bêtement là pour elle-même, sans commune mesure avec les rêves et les mythes que nous y avons attachés. Quand poursuivrons-nous nos propres rêves, fussent-ils utopiques, au lieu d'être toujours à la remorque des modèles abandonnés par nos maîtres; toujours revêtus des défroques culturelles de l'Autre.

Le tableau que j'ai brossé paraîtra sombre. Peut-être croira-t-on que je le noircis à dessein dans l'intention stratégique de provoquer des réactions salutaires. Je n'ai ni assez de naïveté ni assez d'optimisme pour me livrer à une si ingénieuse manoeuvre. Le présent document n'a donc à mes yeux que valeur de témoignage et de réflexion sur une expérience pénible et, à mon sens, sans issue dans l'aberration du système actuel. La suite de la démarche analytique serait d'ordre socio-politique et je l'abandonne à qui saura mieux que moi s'y livrer et la mener peut-être vers plus d'espoir. ●

de la paroisse au shopping center

Une entrevue de Renée Rowan avec Jean-Claude Marsan

Où est passée la culture chez nous? Qu'en avons-nous fait? Peut-on même encore affirmer que nous ayons une culture tant on a mis en accusation notre façon de parler, de vivre, la laideur de nos villes, l'ennui de nos banlieues, l'étouffement et le gigantisme de nos "centres d'achat"?

Jean-Claude Marsan, professeur à l'École d'architecture de l'université de Montréal, candidat du Rassemblement des citoyens de Montréal aux dernières élections municipales, a bien voulu réfléchir à haute voix sur toutes ces questions.

"Si on parle de communication verbale, de tout ce que cela peut véhiculer, nous avons une culture. C'est Vigneault, c'est Charleboix. Nous sommes en train de développer une langue bien à nous, qui n'est pas forcément le joul. Et même si dans notre langage, nous avons des mots, des expressions qu'on ne trouve pas dans le Littré, cela a peu d'importance en autant que ça corresponde vraiment à ce que nous sommes. Cette culture québécoise de communication a des racines profondes; elle s'est perpétuée à travers toute notre histoire. Très réelle, on doit la protéger.

Par contre, si on veut parler d'une culture qui est le reflet de l'organisation sociale, de l'expression spatiale, culture tout aussi importante, celle-ci est nettement en voie de se perdre. Car, fait aussi étrange que troublant, ces deux formes de culture existaient bel et bien chez nos "supposés" habitants des débuts de la colonie.

Les premiers Français venus ici se sont adaptés à un environnement. Ils se sont donné des structures d'organisation basées sur la seigneurie, la paroisse, le rang. Cela s'est traduit d'une façon spatiale à un point tel qu'on ne peut se méprendre lorsqu'on voit un village québécois: les maisons alignées les unes à côté des autres, avec les terres sèches étroites et profondes, tout ceci dominé spatialement par l'église. C'est l'archétype bien connu.



Photos: Jean-Yves Roy



Le cadastre est le reflet d'une adaptation à une époque où les moyens de circulation naturelle suivaient les rivières; le fleuve était très important. Si les gens étaient collés les uns sur les autres c'était pour avoir accès à la rivière pour communiquer; comme source de nourriture, les terres devaient s'aligner très profondément vers l'intérieur. Lorsque la bordure de la rivière était remplie, on répétait par derrière, ce qui donne la structure traditionnelle des rangs. C'est l'expression d'une culture réelle, basée sur des valeurs.

Sur le plan architectural, très vite la maison canadienne échappe au modèle français pour s'adapter aux conditions climatiques et géographiques d'ici. Parce qu'il fallait survivre, ces gens de la première période ont su créer quelque chose qui répondait à leurs besoins. Cette capacité de s'adapter à un nouvel environnement nous a donné une véritable architecture domestique québécoise.

Un transfert néfaste

Très rapidement, nous sommes passés d'une civilisation rurale à une civilisation urbaine. En 1900, 36% des Québécois étaient urbains; aujourd'hui, ce chiffre dépasse 80%. On a assisté à un véritable transfert au niveau de l'organisation et de l'espace entre une civilisation rurale solidement ancrée et un nouveau mode de vie urbain qui n'est pas assumé.

Prenons l'exemple de Montréal. A l'origine, toute l'île était organisée comme on vient de le décrire: la seigneurie qui était une entité politique et économique, les paroisses, les rangs. Lorsqu'arrive l'industrialisation, nous assistons à un transfert de civilisation en passant d'une production agricole basée sur un bien économique qui est celui de la terre vers une production fondée sur la capacité industrielle de produire des biens. La situation commence déjà à nous échapper. Tout d'abord, cette situation, nous ne l'avons pas voulue. Elle s'est imposée d'elle-même pour diverses raisons. Ceux qui avaient les capitaux — des gens d'origines autres que la nôtre — sont venus s'établir à Montréal à cause de son emplacement géographique extrêmement intéressant dont ils n'ont pas manqué de tirer profit.

D'autre part, la main-d'oeuvre qui existait sur l'île et dans la région était une main-d'oeuvre docile, peu instruite sur le plan technique, facile à recruter, très nombreuse. On n'avait donc pas à verser de gros salaires. Notre première industrie en a été une de biens de consommation courante: produits de nourriture, de vêtements, de cuir. Cette petite industrie dégénère peu sur le plan économique et entretient les gens dans un prolétariat assez pauvre.

Si à cette époque nous communiquons toujours au niveau du langage, nous ne réussissons plus, par contre, à tenir en main les commandes de notre organisation tant sociale que spatiale. Ce n'est plus nous qui prenons les décisions.

Ce qui était nos terres apparaît comme une grille de rues. C'est aussi à cette époque que naît l'habitat industrialisé. Ce n'est plus la maison artisanale où son habitant est à la fois responsable de la conception du plan et de sa réalisation: on arrive à un point où les gens sont tout simplement logés dans une sorte de boîte dont les matériaux sont industrialisés.

Plus encore, parce que nos gens sont pauvres et doivent être près des sources d'emplois, ils sont entassés sur un territoire qui s'est développé en quartiers industriels. Ce sont d'autres qui organisent pour nous l'habitat, non pas en fonction de notre culture, de nos besoins, mais en fonction des besoins d'une production industrielle.

Le reflet d'une nécessité

Malgré cela, on trouve pendant cette période d'industrialisation une structure de quartiers qui, même si elle nous échappe au niveau de l'organisation spatiale, n'en réussit pas moins à s'implanter au niveau de l'adaptation sociale. Il reste de cela des structures, des images qui caractérisent nos quartiers.

Même si l'église a une position moins privilégiée que dans le monde rural, elle continue toujours à dominer l'environnement. Presqu'à tous les coins de rue, il y a un élément de service qui s'appelle l'épicerie et, en face, un élément de réjouissance qui se nomme taverne. A Outremont et à Westmount, on ne retrouve pas cela.

L'architecture même de nos maisons a aussi ses caractéristiques: les escaliers extérieurs qu'on ne retrouve nulle part ailleurs et qui proviennent d'un besoin de minimiser les coûts d'espace; le hangar, élément de dépôt, est aussi à l'extérieur parce que ça coûte moins cher; la cour qui, bien souvent, est la ruelle. Tout cela ne se voit pas dans les quartiers anglophones situés dans l'ouest de la ville, les quartiers de "riches" où l'on peut s'organiser d'une façon autonome à l'intérieur de la maison.

Même si, dès cette période, nous avons perdu la capacité de vouloir quelque chose par nous-mêmes, nos quartiers sont marqués par des caractéristiques bien à nous — qu'on les aime ou non — imposés par des facteurs de nécessité, de pauvreté. Ce sont quand même là des reflets intéressants et authentiques de ce que nous sommes. On peut encore, d'une certaine façon, parler de culture.

Mais parvenus à la période actuelle où l'élément technique, économique devient si puissant qu'il est le seul élément organisateur de notre milieu, la culture disparaît complètement. Que vous soyez à Montréal, Los Angeles, Toronto ou Tombouctou, nos banlieues se ressemblent toutes. Leur structure est basée sur des exigences économiques et des possibilités techniques qui font que notre authenticité, notre identité québécoise ont complètement disparu pour ne refléter que ces exigences ou ces potentiels.

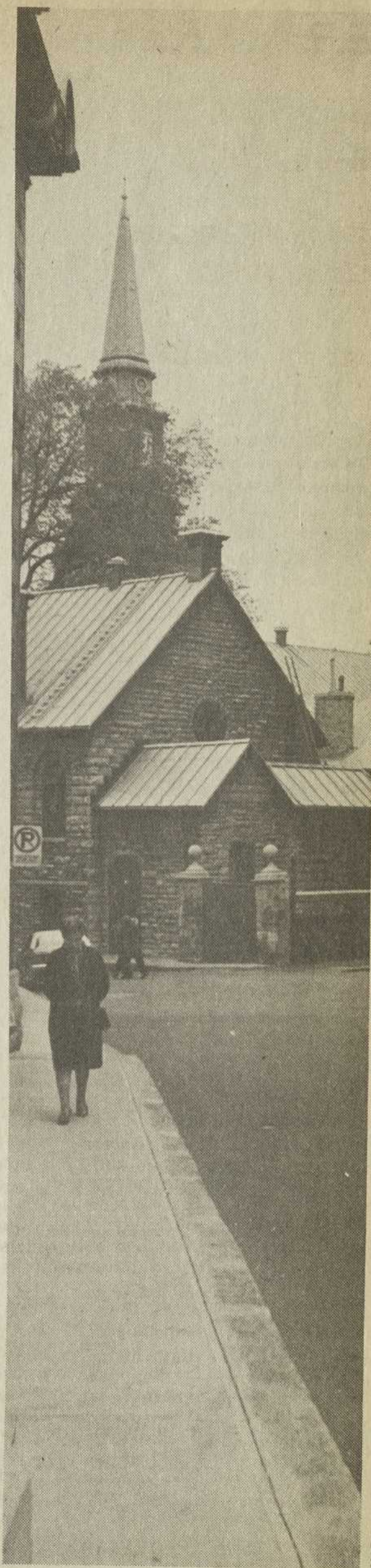
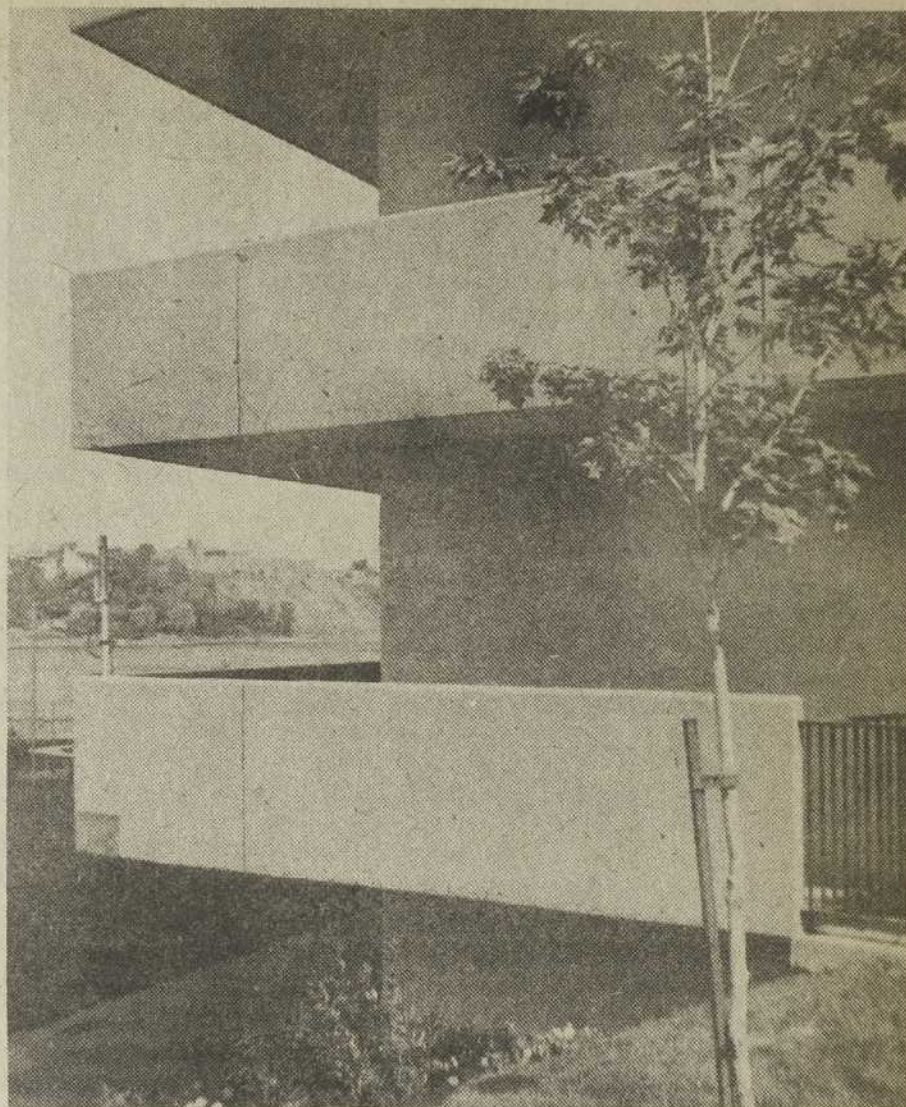


PHOTO: JEAN-YVES ROY

de la paroisse au shopping center



PHOTOS: JEAN-YVES ROY



Le "centre d'achat" qu'on retrouve dans toutes nos banlieues est aujourd'hui universel. Il ne correspond strictement pas aux façons de faire qui étaient les nôtres alors qu'il y avait une épicerie à chaque coin de rue. Ici, comme partout ailleurs, c'est l'automobile, le métro, la télévision, la radio. Nous sommes totalement acculturés.

A tout le monde, sauf à nous

Lorsqu'on regarde la structure sociale, elle n'existe pas; elle n'est en aucune façon authentifiée à ce que nous sommes. Lorsqu'on étudie l'expression architecturale, elle appartient à tout le monde, sauf à nous.

Reprenons l'exemple de nos "centres d'achat". On a vite fait de constater que nous sommes allés chercher nos modèles en Californie, en Espagne, dans les villes coloniales de l'est des Etats-Unis pour les copier tout bêtement. On a pris le modèle californien authentique à cette région de l'ouest en ce qu'il est le reflet d'une société très bien nantie financièrement, pour le ramener ici en le rapetissant à la mesure de nos budgets moyens. Résultat net: on assiste à une accumulation d'expressions qui n'a plus aucune racine. Nous n'avons rien créé, rien adapté qui corresponde vé-

ritablement à nos besoins qui ne sont pas ceux des Californiens.

Montréal a sa ville souterraine. Plusieurs en sont très fiers. Ca représente sûrement un effort remarquable d'aménagement, mais je ne suis pas convaincu que ce soit propre à notre culture. Je me refuse à voir en cela une innovation. Déjà au Moyen Age, le principe de la ville souterraine existait. Tout le XIX^e siècle a eu une série de galeries couvertes qui étaient, à mon avis, bien supérieures à ce que nous avons ici. Les Galeries Vittorio Emmanuel, à Milan, offraient toutes les qualités que nous reconnaissons à la Place Ville-Marie, plus un milieu naturel avec le soleil et l'air. Etre protégé des intempéries et du froid quand on le veut, profiter du soleil quand on le souhaite, l'un n'exclut pas l'autre. C'est dans cette direction qu'il aurait fallu explorer.

Nos aménagements sont dépourvus de ce caractère humain qui donne à un pays son véritable visage. Il y a une sorte de monstruosité qui s'attache à nos édifices comme si, parce que nous sommes dans un pays à économie avancée, on voulait en profiter pour que tout ce que nous faisons soit brutal. Par contre, la Suède, la Finlande, des pays qui nous ressemblent à plusieurs points de vue, ont su, tout en faisant appel à la technique, contrôler les matériaux mais toujours avec un grand raffinement. Même si l'architecture y est

extrêmement moderne, on ne peut l'assimiler à l'architecture canadienne tandis que la nôtre s'assimile à tout, à partir de ce qui se fait à Toronto jusqu'à Tombouctou. Il y a une absence au niveau de l'expression.

Nous avons toujours copié. Nous n'avons pas été les seuls à le faire, mais ce fut peut-être plus flagrant chez nous qu'ailleurs parce que nous avons toujours été défavorisés sur le plan culturel. On n'a jamais cherché à valoriser le milieu montréalais, à le favoriser. Au contraire, ce qui était ailleurs a toujours été mieux.

Pendant longtemps, les Canadiens français ont eu leur métropole à l'extérieur du Québec: ce fut Rome, à cause de l'Eglise catholique, puis Paris que bien des nôtres connaissent mieux que Montréal. On se cherche toujours une métropole sans penser qu'on l'a déjà.

Ca commence toutefois à changer, surtout chez les jeunes. Québec, maintenant, ça veut dire quelque chose. C'est le point de repère. On s'appelle Québécois. On sent chez plusieurs un intérêt pour le milieu montréalais, mais cela est encore plus récent. Parallèlement, ces mêmes jeunes découvrent que nous avons un milieu urbain, porteur de valeurs mais ces valeurs elles ont toujours existé. Ayant bouclé la boucle, peut-être assisterons-nous à un retour à la culture?" ●

la déculturation à l'écran

par Richard Gay

Les images au cinéma sont projetées sur un écran, mais cet écran au fond d'une salle n'est qu'un relais qui renvoie à un autre écran, beaucoup plus important celui-là, parce qu'il est au fond de notre esprit, celui de notre imagination. Et si les images ne laissent jamais de trace matérielle de leur passage sur les écrans des salles, elles peuvent par contre marquer sensiblement l'esprit du spectateur parce que cette projection d'images sur l'écran de son imagination est essentiellement une *proposition*. Pendant une heure, une heure et demie, deux heures, on propose au spectateur une intrigue, des personnages, un monde; on lui propose d'y croire et on lui propose avec des moyens tels que finalement il y croit toujours un peu et cela malgré lui. Mais le cinéma, machine à rêves, propose beaucoup plus que des histoires, des héros, il propose surtout ce qui les sous-tend, soit un système de valeurs. Et c'est précisément en raison de cette proposition de valeurs que le cinéma est, selon le cas, un agent de culture ou de déculturation. En effet, un film quel qu'il soit, même un long métrage basé sur une fiction, est porteur de valeurs bien réelles qui commandent l'organisation, la structure et l'articulation des différentes composantes du film.

Ces valeurs qui sont la source et la fin de toute oeuvre cinématographique sont formulées en un langage personnel par l'individu qui signe le film et qui en organise la matière. Mais une oeuvre qu'il s'agisse d'un roman, d'une symphonie, d'un tableau ou d'un film, n'est pas uniquement et simplement le produit de l'individu qu'on appelle "auteur". Cet individu vit dans un temps, un milieu et une époque donnés. Ce temps, ce milieu, cette époque l'influencent, le marquent et le façonnent plus substantiellement qu'on oserait tout d'abord le penser. C'est pourquoi il est plus juste d'avancer qu'une oeuvre est à la fois le produit d'un individu et de sa société, ou de façon plus précise encore, le produit de la société qui s'exprime à travers un intermédiaire créateur: l'auteur. Comme si le créateur enfantait au nom de son environnement. Il est donc capital de ne pas restreindre ici le sens du mot "valeur" à celui de valeur personnelle, individuelle. Les valeurs qui commandent la structuration d'un film et qui par conséquent s'en dégagent sont le fait d'un individu bien sûr, mais aussi de la société à laquelle il s'identifie consciemment ou inconsciemment et au nom de laquelle il parle et crée.

Au Québec, nos salles de cinéma sont envahies par le cinéma étranger. Principalement par le cinéma américain qui, dans une ville comme Montréal, par exemple, occupe une place prédominante pour ne pas dire toute la place sur les écrans. C'est un quasi monopole. Il arrive que ce cinéma américain, et cela en vertu du doublage, émette des sons français, mais si les dialogues sont dans la langue de Molière, l'oeuvre reste fondamentalement américaine

dans son origine industrielle, bien sûr, mais surtout dans sa source d'inspiration, c'est-à-dire dans les valeurs spécifiques qui la font. Sur les écrans du Québec, on trouve aussi un certain nombre de films français. Mais, encore là, il ne faut pas être dupe. Ce n'est pas parce qu'à l'origine (sans avoir à recourir au doublage) ces films parlent français qu'ils sont moins "étrangers" que les films américains. Les films français comme les produits américains puisent au point de départ à un univers de valeurs qu'ils véhiculent et qui ne sont pas le reflet de notre société québécoise mais celui d'un environnement culturel bien de France et par conséquent très différent du nôtre. En effet, le spectateur québécois a beau chercher, ce qu'il trouve habituellement sur les écrans de son quartier, de son village ou de sa ville, ce sont des produits venus d'ailleurs: de l'américain, du français, de l'italien, de l'anglais mais rarement du québécois. Et à force de se faire servir ces plats étrangers, le Québécois en vient malgré lui à épouser un tant soit peu les valeurs qui se dégagent de ces produits et qui à la longue le conditionnent dans sa façon de penser, d'agir et d'être.

Il est sûr qu'en plein coeur du 20ème siècle, le Québec, pas plus que n'importe quel autre pays, ne peut échapper à un certain internationalisme des échanges culturels grâce auquel les produits culturels des différents coins du monde peuvent

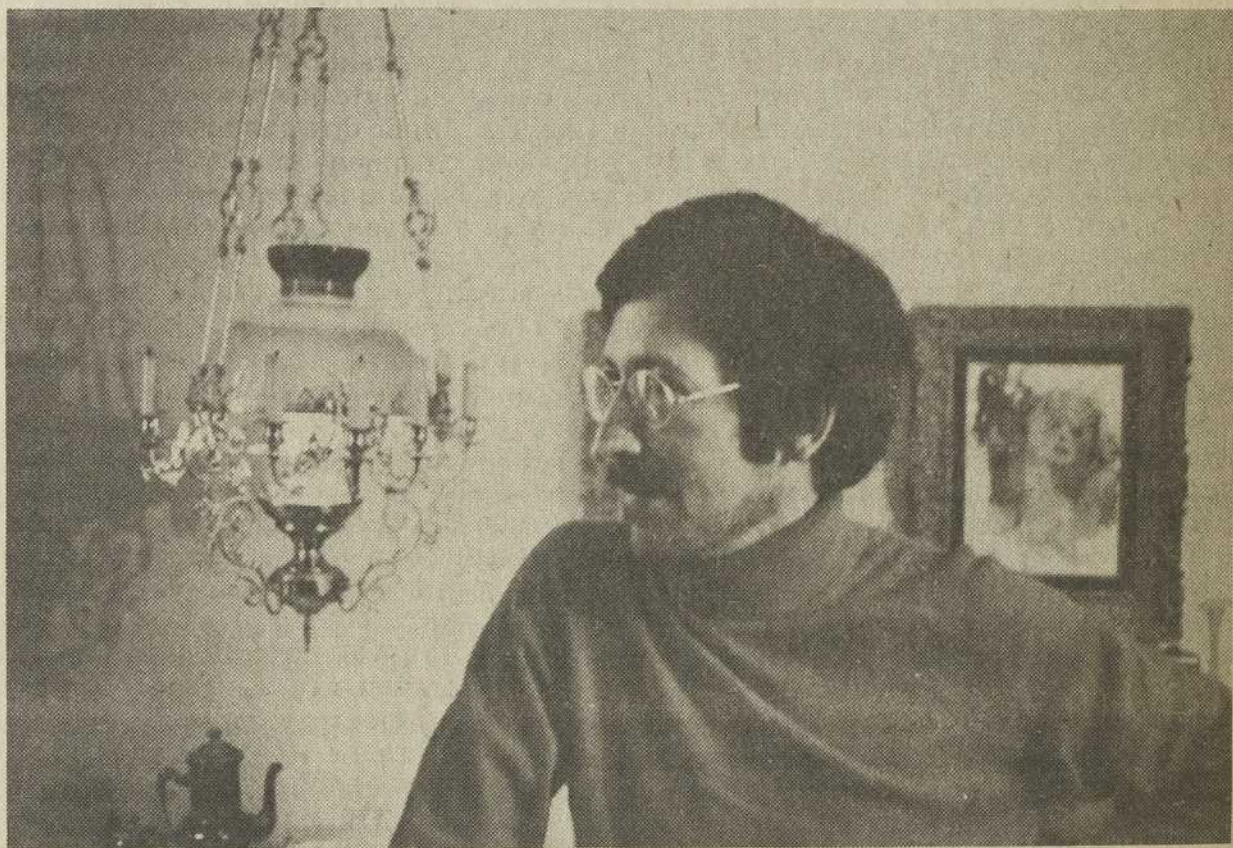
la déculturation à l'écran

être reçus presque par tous et partout. D'ailleurs pourquoi chercherait-il à y échapper? Les autres cultures peuvent apporter beaucoup à la société québécoise. Mais cette ouverture culturelle normale n'explique pas à elle seule le déséquilibre actuel de notre consommation en produits filmiques étrangers et québécois. C'est que sur le terrain même du Québec, le cinéma québécois n'est pas assez fort pour contrebalancer, auprès du spectateur québécois moyen, la part du cinéma étranger par une part égale de cinéma d'ici. Notre cinéma n'est pas assez fort parce qu'il est jeune et que sa base industrielle n'existe que depuis six ou sept ans. Notre industrie cinématographique n'est pas assez forte aussi, et surtout, parce que le gouvernement québécois lui refuse encore aujourd'hui ce que tous les gouvernements sensés acceptent dans leur pays: un cadre législatif dont a besoin un cinéma national pour assurer la santé de son devenir, c'est-à-dire une loi-cadre qui le protège contre l'envahissement étranger et qui l'aide à se développer à l'intérieur de son identité propre. Même la France et les États-Unis — de gros et anciens producteurs de films — ont eu recours à ces moyens pour protéger leurs productions cinématographiques. Parce qu'il n'existe pas encore au Québec de loi-cadre pour empêcher que la grande majorité des salles de la belle province montrent continuellement et exclusivement du cinéma étranger, parce qu'il n'existe pas encore au Québec de loi-cadre encourageant et forçant même la distribution du film québécois qui trop souvent reste sur les tablettes au profit des films américains, français ou italiens, le spectateur d'ici, au contact de l'omniprésence de ces films étrangers, devient la victime et le lieu même d'une déculturation certaine. Déculturation parce que c'est presque toujours la culture et les valeurs des autres sociétés qu'on lui donne à voir sur l'écran. L'imaginaire des Québécois est ainsi progressivement investi par des imaginaires venus d'ailleurs qui dans la mesure où ils prennent presque toute la place sur les écrans d'ici contribuent à l'insécurité et à l'affaiblissement de notre propre culture québécoise.

Certes, des films québécois, il y en a plus qu'avant et en raison de cela on pourrait être porté à croire que la déculturation par l'écran est moins grave qu'autrefois, au Québec. Penser cela, ce serait toutefois supposer avec beaucoup de naïveté que des films québécois ne peuvent pas être eux aussi des agents de déculturation auprès de la population d'ici. Voyons cela de plus près.



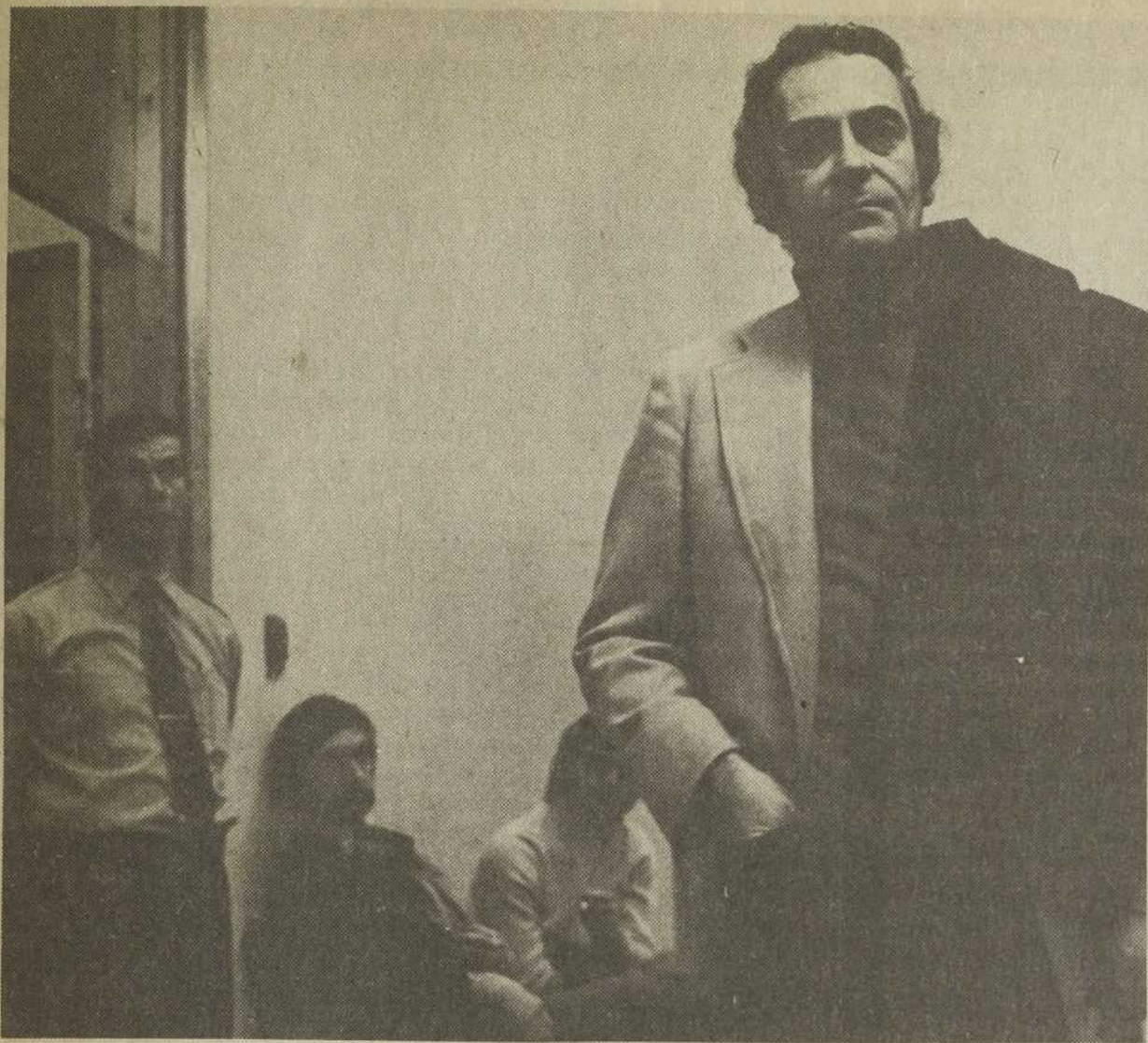
"Mon amie Pierrette" de Jean-Pierre Lefebvre



"Un pays sans bon sens" de Pierre Perrault

Plus haut j'ai insisté sur le fait qu'un film n'est pas uniquement et simplement le produit d'un individu créateur, mais à travers celui-ci le produit d'une société. Un film quel qu'il soit, parce qu'il prend naissance dans un temps, un espace et un milieu donnés est toujours un peu l'actualisation de ce temps, de cet espace, de ce mi-

lieu et des valeurs qu'ils portent et engendrent. Ainsi un film de Jean-Pierre Lefebvre, par exemple, est pour une part la cristallisation à travers Lefebvre de certaines composantes de la société québécoise qui l'ont façonné et qui continuent de le constituer dans sa nature de Québécois et de cinéaste.



"Les Ordres" de Michel Brault

Mais le cinéaste effectue aussi des choix. En effet, le réalisateur de films, aussi accompli soit-il, ne peut pas actualiser toutes les valeurs présentes de façon latente ou explicite dans la société qui l'entoure. De par son univers imaginaire et sa situation sociale il en choisit certaines plutôt que d'autres. Ne dit-on pas d'ailleurs que le cinéaste est celui qui "donne à voir"? Or s'il "donne à voir" certaines situations et certains personnages, c'est qu'il les privilégie. Et privilégier des situations et des personnages, privilégier aussi une forme de récit cinématographique, c'est au fond privilégier des valeurs.

Or la société québécoise est pénétrée de partout par des valeurs qui ne sont vraiment pas en accord avec ce qu'elle est mais plutôt l'expression brute de l'"american way of life" qui, propulsé par les médias surtout, gagne malheureusement beaucoup de terrain en terre québécoise et ce au détriment d'une culture bien à nous, née de nos tripes, de notre vécu et de nos rêves.

Le cinéaste québécois a donc à choisir — à condition que son enracinement culturel le lui permette — entre des valeurs bien d'ici et des valeurs que d'autres cultures, telle la culture américaine, ont exportées et continuent d'exporter ici. Et ce choix est important parce que ce sont ces valeurs privilégiées par le réalisateur qui seront alors "en représentation" sur l'écran des salles et aussi sur l'écran intérieur des spectateurs. Or au cinéma, la

représentation jouit d'un impact et d'une force de frappe étonnante en vertu de son "coefficient de réalité" qui est plus élevé que dans n'importe quel autre art du spectacle. C'est donc dire que les valeurs retenues consciemment ou inconsciemment par le cinéaste québécois ont chance de s'implanter davantage dans la société d'ici parce qu'elles auront bénéficié de la puissance de représentation du cinéma. Ainsi nos films québécois, dans la mesure où ils privilégient soit des valeurs bien à nous, soit des valeurs importées dépassent d'une certaine façon la condition actuelle du Québec et préfigurent la société québécoise à venir, qui sera pour une bonne part ce que nous voudrions bien qu'elle soit. De toute façon notre cinéma comme celui des autres procède de l'histoire et y contribue.

L'urgence d'une loi-cadre du cinéma québécois apparaît aussi à ce niveau. Il n'existe en effet, pour le moment, aucun système véritable et complet qui favorise l'épanouissement d'un cinéma national correspondant à des valeurs proprement québécoises. Ce cinéma national, propre à nous et différent par ses valeurs culturelles des films français ou américains, est actuellement forcé de vivre dans une marginalité qui à la longue sclérose et étouffe. Des films comme *Un pays sans bon sens*, ne connaissent pas de distribution normale et parce qu'ils sont perpétuellement coupés de leur public, des films du genre se font de plus en plus rares.

On me dira qu'il existe quand même la SDICC, la Société d'aide à l'industrie cinématographique canadienne. C'est juste. Mais notons tout de suite qu'il s'agit là d'un organisme fédéral avec ce que cela peut comporter d'ingérence du gouvernement central dans le domaine culturel québécois, et avec ce que cela peut signifier de neutralisation subtile de la culture québécoise de la part d'un organisme qui travaille dans une perspective pan-canadienne. Mais ce qui est plus grave encore, c'est que la plus grande part des argentés utilisés par cette société sert à promouvoir un cinéma dont le propos, le récit et la facture cèdent à des schèmes et des valeurs qui, tout en correspondant à une certaine manière internationale, restent souvent très loin de notre réalité et de notre imaginaire collectif. Le film *Je t'aime* en est un bon exemple. Heureusement, parmi ces films aidés par la SDICC, il y a quelques exceptions. *Les Ordres* de Michel Brault en est une.

Cependant les exceptions, aidées ou non par la SDICC, ne suffisent pas. Une véritable loi-cadre du cinéma québécois est nécessaire et urgente pour permettre la survie et le développement "normal" d'un cinéma national qui trouverait sa source dans une reconnaissance de plus en plus juste de nos valeurs fondamentales et qui du même coup assurerait la vitalité de ces valeurs dans la construction, si importante pour nous, de notre société et de notre histoire.

Cette loi-cadre pourrait créer une sorte de centre cinématographique du Québec. En assurant un équilibre précieux entre centralisation et participation, ce centre pourrait aider financièrement nos entreprises de production, de réalisation, de distribution et d'exploitation; accorder des prix, des primes ou des subventions aux créateurs de films et ce, conformément à des critères de qualité; encourager concrètement la réalisation de premières oeuvres; assurer par contingentement la présence "normale" des films québécois dans nos salles de cinéma; promouvoir notre cinéma par une publicité stimulante... Il s'agit là bien sûr, de suggestions. Les moyens peuvent être différents, mais ceux-ci doivent exister et se faire nombreux.

Le gouvernement québécois, celui des libéraux en particulier, promet depuis longtemps cette loi-cadre. Mais on l'attend toujours. Un exemple de plus du verbalisme maintenant évident du gouvernement Bourassa en matière de "souveraineté culturelle". Certains optimistes affirment que cette loi-cadre sera votée en 75. Il faut l'espérer. Mais il faut être vigilant aussi et voir à ce que cette législation ne constitue pas un nouveau Bill 22 où, sous des dehors réformateurs, on ne fera que perpétuer et même empirer la situation actuelle. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'un minimum de méfiance est de mise... ●

L'AUTRE SOLITUDE

Du conservatisme au désir de changements

Il en est des Anglais comme des Noirs: ils se ressemblent tous à moins qu'on ne se familiarise avec eux. Le comportement électoral des anglophones québécois ne traduit pas la réalité pluraliste de leur société. Il trahit plutôt un réflexe panique. Les élections municipales de Montréal ont confirmé des orientations divergentes au sein même de l'ouest anglophone. Bien sûr, de nombreux anglophones portent un regard désespérément obtus sur les problèmes sociaux. Il suffit de parcourir un éditorial du *Montreal Star* sur la révolte des cultivateurs pour s'en rendre compte. Pour le *Star*, ce n'est pas au ministre de l'agriculture qu'il appartient d'apporter une solution au malaise agricole: **"On pourrait bien demander à M. Choquette, écrit-on, ce qu'il croit être les fonctions de la police — se tenir là et surveiller les abus de citoyens ordinaires ou maintenir un des plus anciens droits de l'homme, le fonctionnement d'une autoroute (!!!: décidément, la Ligue des Droits de l'Homme devrait compter pareil apôtre dans ses rangs... Le droit à l'autoroute!). On peut aussi demander à ces fermiers comment au juste ils comptent obtenir quoi que ce soit en intimidant des citoyens ordinaires. Il y a une réponse simple à ces deux questions — la**

police devrait agir comme la police et les fermiers comme des êtres civilisés, deux choses apparemment très difficile dans cette province, aujourd'hui." Voilà comment se règlent les problèmes du monde agricole.

L'éditorialiste du *Star* ne se trahit pas dans son analyse de la campagne électorale à Montréal. Il est de ceux qui souhaitent des changements sociaux à condition qu'ils n'affectent que les détails. Il fait preuve d'esprit critique à l'égard de l'administration Drapeau. Cependant, il ne se résigne pas à l'écartier du pouvoir. L'éditorialiste cède devant le poids de l'évidence: **"Le simple fait est que la sincérité de M. Couture comme prêtre-ouvrier n'est pas égalée par une connaissance pratique des problèmes de l'administration municipale."** Le *Star* souhaite l'élection de quelques conseillers opposés à M. Drapeau: Paul-Emile Robert, Sam Setton du RCM. Claude Ryan qui, lui aussi, préfère M. Drapeau à son adversaire du RCM, entonne, au lendemain de l'élection, ce couplet tartufe: **"Le Star décrivait avant l'élection le RCM comme un assemblage disparate d'éléments hétéroclites qui ne lui disait rien qui vaille. L'auteur de ce jugement sommaire n'était probablement pas au courant du long travail de réflexion et de rassemblement qui destinait le RCM à devenir la voix de l'opposition à Montréal quelques jours après la parution de son article."** Pourtant, "l'auteur de ce jugement sommaire" avait utilisé le même argument que M. Ryan pour justifier son appui à M. Drapeau: l'inexpérience de M. Couture.

Dans la presse anglaise comme dans les journaux francophones, les journalistes sont plus progressistes que les éditorialistes. Ainsi, dans le même *Star*, le 19 octobre, Terence Moore décrit les forces en présence lors de cette élection en des termes et selon un plan que le chroniqueur du *Journal*, Gil Courtemanche, n'a pas dédaigné de reprendre dans un article du 24 octobre. Moore conclut: **"Le résultat (de cette élection) reflètera non seulement la popularité des hommes et des programmes en jeu mais aussi la force des classes en conflit."** Pour l'éditorialiste de la *Gazette*, les antagonistes se présentent sous un jour différent. Drapeau, c'est l'impresario qui n'existe que pour son "one-

man show". **"Le maire Drapeau, écrit-il, était un grand homme, mais il n'est plus l'homme de la situation. Il devrait être mis à la retraite avec gratitude. Mais il devrait être mis à la retraite."** A la "piètre performance" du Parti Civique et de son chef, il compare les forces montantes du RCM: **"Le RCM a prouvé qu'il est un instrument qui peut rassembler des gens de tous les secteurs de la vie municipale et de tous les domaines de l'éventail politique. Le gouvernement municipal est un endroit où péquistes et fédéralistes peuvent oeuvrer ensemble à des objectifs communs. L'aile mont-réalaise du PQ a été l'un des quatre groupes fondateurs du RCM et, si l'on considère l'importance du vote péquiste au provincial, il serait ridicule et néfaste de souhaiter exclure cet élément dynamique de la participation à un gouvernement municipal démocratique."**

Pour la *Gazette*, l'inexpérience de M. Couture n'est pas un handicap: **"Jean Drapeau lui-même n'avait jamais siégé au Conseil de Montréal avant de devenir maire pour la première fois en 1954."** Pour l'éditorialiste de la *Gazette* le choix est clair: **"Jacques Couture et le Rassemblement des Citoyens de Montréal sont une alternative réaliste. M. Couture et sa liste d'éventuels conseillers ont démontré une connaissance certaine des questions civiques. Ils ont un programme détaillé et leurs appuis sont beaucoup plus larges que ceux des autres mouvements d'opposition des dernières années. Une opposition vivante du Rassemblement des Citoyens de Montréal au conseil priverait le maire Drapeau du pouvoir arbitraire qu'il s'est habitué d'exercer. Jacques Couture à la mairie et une majorité du RCM au conseil assureraient que Montréal est restitué à son peuple et que la direction désirée est donnée. Si important que soit le choix, il devrait être facile à faire."**

Le tableau est vivant. Il dégage, par delà les nuances, des positions tranchées: du conservatisme du *Star* à l'ouverture de la *Gazette*. En s'approchant des anglais, on se rend compte qu'ils ne se ressemblent pas tous... Heureusement.

Jean de Bonville

table de l'année 1974

**13ème année,
numéros
132-141**

Maintenant

TABLES ANALYTIQUES

NOTE—On trouvera la table analytique de chacune des années de parution de *Maintenant* dans les numéros suivants:

- 1962: No 12, Déc. 1962
- 1963: No 24, Déc. 1963
- 1964: No 36, Déc. 1964
- 1965: No 49, Janv. 1966
- 1966: No 61, Janv. 1967
- 1967: No 72, Déc. 1967
- 1968: No 82, Janv. 1969
- 1969, 1970 et 1971: No 111, Déc. 1971
- 1972 et 1973: No 132, Janv. 1974
- 1974: No 141, Déc. 1974

Chrétiens

- D'NEILL, L. — Chrétiens en conflit et lutte des classes..... Oct. No 139: 27
- L'incarnation et le destin des hommes..... Févr. No 133: 31
- ROUSSEAU, L. — Pratique révolutionnaire et espérance religieuse..... Juin/Sept. Nos 137-138: 58
- Le catholicisme d'une société désarticulée..... Déc. No 141: 20

Culture urbaine

(No spécial: Vivre en milieu urbain)

- AUDET, J.-P. — La vraie nature du phénomène urbain..... Avril No 135: 7
- DUMONT, F. — Et qu'avons-nous fait de la culture?..... Avril No 135: 29
- GRAND'MAISON, J. — Des "Nous" à réinventer..... Avril No 135: 12
- HIGNEAULT, P. — D'ailleurs..... Avril No 135: 28
- PELLETIER-BAILLARGEON, H. — Une ville rebâtit (Editorial)..... Avril No 135: 5
- MINARD, D. — Poème..... Avril No 135: 18
- ROULX, J. — Le Cegep contre l'humain..... Avril No 135: 24
- ROY, J.-Y. — Retrouvailles..... Avril No 135: 20

Déculturnation

(No spécial: La culture s'en va...)

- BEAUDOIN, R. — Pourquoi j'ai quitté l'enseignement collégial?..... Déc. No 141: 23
- BOUTHILLETTE, J. — Tout avoir et n'être rien..... Déc. No 141: 10
- DUMONT, F. — L'âge du déracinement..... Déc. No 141: 6
- FOGLIA, P. — Propos d'un colonisé sportif..... Déc. No 141: 18
- GAY, R. — La déculturnation au cinéma..... Déc. No 141: 29
- GRAND'MAISON, J. — Vers une société de célibataires?..... Déc. No 141: 15
- ROUSSEAU, L. — Le catholicisme d'une société désarticulée..... Déc. No 141: 20
- ROWAN, R. — Une entrevue avec Jean-Claude Marsan..... Déc. No 141: 26
- ROY, J.-Y. — Le déracinement et soi..... Déc. No 141: 9
- VADEBONCOEUR, P. — Sur la révolution sèche..... Déc. No 141: 12

Enseignement

- BEAUDOIN, R. — Pourquoi j'ai quitté l'enseignement collégial?..... Déc. No 141: 23
- PROULX, J. — Le Cegep contre l'humain..... Avril No 135: 24

Femmes du Québec

(No spécial)

- GAGNON, L. — En douceur et mine de rien Le women's lib, version québécoise..... Nov. No 140: 12
- GAGNON, M.-J. — Les centrales syndicales et la condition féminine..... Nov. No 140: 25
- GAY, R. — En tant que femmes..... Nov. No 140: 28
- HONE-BELLEMARE, E. — Se taire ou s'exprimer..... Nov. No 140: 7
- LACOURSIERE, J. — La Québécoise trop tôt libérée..... Nov. No 140: 20
- LALONDE, M. — Anatomie du féminisme..... Nov. No 140: 16
- PELLETIER-BAILLARGEON, H. — Libérées, elles vous libéreront (Editorial)..... Nov. No 140: 4
- Poèmes et recettes de cuisine, à votre choix..... Nov. No 140: 18
- ROY, J.-Y. — Impressions d'elles..... Nov. No 140: 8

Joual

(No spécial: Cheval ou bien donc joual...)

- AQUIN, H. — Le joual refuge..... Mars No 134: 18

- BEAULIEU, V.-L. — Moman Popa l'joual pis moé..... Mars No 134: 15
- DUMONT, F. — Réticences d'un cheval ordinaire..... Mars No 134: 24
- GRAND'MAISON, J. — Du joual quotidien au Québec français..... Mars No 134: 26
- LALONDE, M. — Destination '80..... Mars No 134: 10
- La lutte des langues ten years after (Editorial)..... Mars No 134: 4
- MIRON, G. — Le bilingue de naissance..... Mars No 134: 6
- MORIN, J.-Y. — La "souveraineté culturelle"..... Mars No 134: 31
- PELLETIER-BAILLARGEON, H. — Un concept-bidon..... Mars No 134: 23
- VADEBONCOEUR, P. — Un simple "bag"..... Mars No 134: 32

Journal Le Devoir

(No spécial)

- CHARBONNEAU, A. — Un journal comme les autres..... Janv. No 132: 22
- De BONVILLE, J. — Claude Ryan: homme public ou journaliste?..... Janv. No 132: 31
- DUMONT, F. — Pourquoi cet examen du Devoir? (Editorial)..... Janv. No 132: 5
- FERLAND, P. — Démocratiser le Devoir..... Janv. No 132: 12
- GRAND'MAISON, J. — Derrière les média deux mythes: l'opinion publique et la neutralité..... Janv. No 132: 35
- PELLETIER, D. — La charte du Devoir..... Janv. No 132: 7
- PELLETIER-BAILLARGEON, H. — L'entrevue du "directeur" n'a pas eu lieu..... Janv. No 132: 14
- Propos des journalistes au Devoir..... Janv. No 132: 16
- Le Devoir et le pouvoir..... Févr. No 133: 4
- Prospectus d'Henri Bourassa (Le)..... Janv. No 132: 10
- RIVET, J. — Un message équilibré sauf..... Janv. No 132: 26
- Séréophonie des anciens..... Janv. No 132: 20
- VADEBONCOEUR, P. — Le Devoir est mort..... Janv. No 132: 33

Langue française

(No spécial: Le français au Québec)

- BERTHIAUME, R. — L'enseignement du français au secondaire..... Mai No 136: 26
- COTE-PREFONTAINE, G. — L'enseignement du français au primaire: un défi..... Mai No 136: 23
- GAULIN, A. — La lutte longue et totale pour un Québec français..... Mai No 136: 21
- GODIN, G. — La langue, problème économique..... Mai No 136: 29
- LALONDE, M. — La prise de la parole (poème)..... Mai No 136: 20

LEFEBVRE, G. — Les jalons de l'assimilation des Franco-Québécois.....	Mai No 136: 7
MARTIN, L. — Tête de cochon.....	Mai No 136: 31
OUELLETTE, F. — Et le bilinguisme?	Mai No 136: 19
PELLETIER-BAILLARGEON, H. — Pour un Québec français (Editorial).....	Mai No 136: 4
POISSON, J. — Le mal québécois.....	Mai No 136: 40
VADEBONCOEUR, P. — Un génocide en douce.....	Mai No 136: 33

Montréal

(No spécial: Demain matin, Montréal m'attend)

BOURASSA, G. — Montréal, l'impossible démocratie?.....	Oct. No 139: 15
De RAVINEL, H. — Si un vrai maire m'était conté.....	Oct. No 139: 18
LAGADEC, C. — L'autopsie de nos illusions.....	Oct. No 139: 24
LEVEILLEE, J. — Survol du régime Drapreau.....	Oct. No 139: 20
REGNIER, M. — Montréal ou le temps du mépris.....	Oct. No 139: 9
VADEBONCOEUR, P. — Les démocraties impopulaires (Editorial).....	Oct. No 139: 7

Politique

DION, L. — La politique entre l'économie et la culture.....	Mai No 136: 35
LAURIN, C. — Ce bloc enfariné ne me dit rien qui vaille.....	Févr. No 133: 24
LAVOIE, E. — L'ouest québécois: un nouveau Labrador.....	Févr. No 133: 19
PARIZEAU, J. — Crise et politique de l'énergie.....	Févr. No 133: 12

Portugal

NADEAU, J. — Le nouveau Portugal.....	Oct. No 139: 30
--	-----------------

Québec

(No spécial: Une certaine idée du Québec)

L'An 20 de la révolution québécoise (Questionnaire).....	Juin/Sept. Nos 137-138: 6
AUDET, J.-P. — Où sont nos vraies enjeux?.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 31
BEAUPRE, V. — Le goût des racines et du vent.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 39
BOUTHILLETTE, J. — Un peu plus mal dans notre peau.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 24
CARDIN, J.-R. — Le monde du travail: un cheminement cahotique.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 53

D'ALLEMAGNE, A. — Aurons-nous le choix de notre avenir?.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 46
DUGUAY, R. — Maintenant.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 55
DUMONT, F. — L'automne de la révolution tranquille.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 48
DUPONT, L. — Québec aux-long-jours (Chronologie 1952-1972).....	Juin/Sept. Nos 137-138: 8
FERRON, M. — Je suis très optimiste.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 44
GAGNON, L. — "What was happening, then, in Quebec?".....	Juin/Sept. Nos 137-138: 16
GODBOUT, J. — Est-ce ainsi qu'on subjugué les Québécois.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 18
GRAND'MAISON, J. — Un témoin parmi d'autres.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 36
JOUBERT, S. — Le peintre québécois: "combattant ou assisté social d'élite?".....	Juin/Sept. Nos 137-138: 42
LALONDE, M. — Entre le goupillon et la tuque.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 62
LANGVIN, G. — Vaincrons-nous?.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 34
LAVALLEE, A. — La course entre l'éducation et la catastrophe.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 51
LEVER, Y. — De la pensée aux paroles.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 26
MAJOR, A. — L'avenir sera ce que nous en ferons.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 28
O'NEILL, L. — Regard sur deux décennies d'histoire.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 60
PARE, J. — Notes sur la question québécoise.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 20
PERRAULT, P. — Peuple dépaycé, dépeuplé, éminent.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 27
ROUSSEAU, L. — Pratique révolutionnaire et espérance religieuse.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 58
STRARAM, P. (Le bison ravi) — Productions culturelles/Lutte des classes.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 32
VADEBONCOEUR, P. — Réflexions de vacances.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 65
VALLIERES, P. — Citoyen du monde ou/et Québécois?.....	Juin/Sept. Nos 137-138: 22

Revue Maintenant

PELLETIER-BAILLARGEON, H. — La revue disparaît.....	Déc. No 141: 3
--	----------------

Rubriques

"Atesrisques"

PELLETIER-BAILLARGEON, H. — Les murs ont des oreilles.....	Févr. No 133: 11
PINARD, D. — Lire François Cloutier.....	Nov. No 140: 32
— Mon cher Robert.....	Févr. No 133: 11

—31 secondes, c'est trop.....	Avril No 135: 33
VADEBONCOEUR, P. — A chacun sa place.....	Févr. No 133: 11
— Gérard Filion par lui-même.....	No 133: 11
— Prophétie.....	Avril No 135: 33
— Ventes, vendeurs et vendus.....	Avril No 135: 33

"A ton choix"

DUMONT, F. — "Le missionnaire, l'apostat, le sorcier" de P. Lejeune.....	Févr. No 133: 22
GRAND'MAISON, J. — "L'utopie ou la mort" de René Dumont.....	Févr. No 133: 18
JOUBERT, S. — "L'art et l'Etat" de R. Roussil, D. Chevalier et P. Perrault.....	No 135: 34
O'NEILL, L. — "Un Québec qui bougeait" de J.P. Wallot.....	Févr. No 133: 23
PINARD, D. — "Le Québec en mutation" de G. Rocher.....	Mars No 134: 34
ROY, J.-Y. — "La convivialité" de Ivan Illich.....	Févr. No 133: 23

"L'autre solitude"

DE BONVILLE, J.	Nov. No 140: 31
—.....	Déc. No 141: 34

"Le journal ajouré"

RIVET, J. — Le journal.....	Oct. No 139: 4
— Le figurant télévisuel.....	Nov. No 140: 34

"Signes du mois"

CHAR, K.-L. — Les remèdes politiques du Dr Kissinger.....	Avril No 135: 32
O'NEILL, L. — Les évêques et la conscience: un retour en arrière.....	Févr. No 133: 7
POISSON, J. — Le français de la loi 22.....	Oct. No 139: 6
PONTAUT, A. — La "souveraineté culturelle": un truc vicieux mais instructif.....	Févr. No 133: 6
RIOUX, B. — L'université Loyola: de la tolérance à la servilité.....	Févr. No 133: 8
ROY, J.Y. — Le Québec médical est mort. Et après?.....	Févr. No 133: 10
— A propos de corridor de sécurité.....	Oct. No 139: 5
VADEBONCOEUR, P. — Le P.Q.: renouveler pendant quatre ans.....	Févr. No 133: 9
— Petite lettre philosophique.....	Avril No 135: 32

Théologie

AUDET, J.-P. — Une théologie pour un temps de reconstruction.....	Févr. No 133: 27
--	------------------

LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL



- Une Société vouée aux intérêts nationaux des Québécois, affiliée au Mouvement National des Québécois.
- Une Société qui, à titre d'organisme membre du Mouvement Québec Français, est au coeur d'une lutte sans précédent pour assurer l'avenir du Québec français.
- Une Société qui participe intimement à l'évolution du Québec et contribue à l'orientation de cette évolution par ses oeuvres, ses interventions publiques et ses réalisations pratiques.
- Une Société qui a donné naissance à plusieurs institutions d'ordre national, économique, politique et social, qui témoignent de son dynamisme et de son efficacité.
- Une Société qui constitue une force sociale dont l'influence profite à la nation québécoise.
- Une Société qui se mérite l'adhésion de milliers de compatriotes chez qui elle a su éveiller la conscience nationale et la volonté d'agir collectivement.

La SSJB a besoin de votre aide, de votre soutien.
Adhérez dès aujourd'hui à votre Société Nationale.

FORMULAIRE D'ADHESION

NOM..... Tél.:.....
(LETTRES MOULEES)

ADRESSE
OCCUPATION AGE.....
SIGNATURE.....

La cotisation annuelle est de \$5.00 (\$2.00 étudiant).

Veuillez inclure ce formulaire complété et le montant requis dans une enveloppe adressée comme suit:

LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE
DE MONTREAL
1182 Boul. St-Laurent, Montréal 129.

Je désire recevoir MAINTENANT à partir du mois de

Je choisis un abonnement: ordinaire \$9 étudiant \$6 de soutien \$15

J'inclus la somme de

Nom:

Adresse:

Réabonnement

Envoyez
votre formule
d'abonnement
aujourd'hui

MAINTENANT
2765 Côte Ste Catherine
Montréal H3T 1B5
(514) 739-2758



LE JOUR

ABONNEMENTS: Tél: 331-8961
387 boul. Lebeau
Montréal 379